

**LE GRAND BOND
EN ARRIÈRE DU
JOURNALISME
EN CHINE**

@Badinudo

RSF REPORTERS
SANS FRONTIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----------|
| Avant-propos | 3 |
| Les obstacles à l'information se multiplient | 4 |
| 1 - COMMENT PÉKIN A DÉCLARÉ LA GUERRE AU JOURNALISME | 6 |
| <ul style="list-style-type: none"> ● La main de fer du Parti sur les médias 8 <ul style="list-style-type: none"> La prolifération des lignes rouges 8 Le carcan du contrôle idéologique 11 Pour déjouer la surveillance, les reporters innovent 14 ● Les journalistes dans la ligne de mire 18 <ul style="list-style-type: none"> L'éradication du journalisme indépendant 19 Blocus médiatique au Xinjiang 22 Les correspondants étrangers, des témoins indésirables 24 | |
| 2 - HONG KONG, LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN CHUTE LIBRE | 26 |
| <ul style="list-style-type: none"> ● Haro sur les médias indépendants 28 <ul style="list-style-type: none"> La « sécurité nationale » à tout prix 28 Les journalistes, nouvelles bêtes noires de l'exécutif 32 La mise à mort d'<i>Apple Daily</i> 35 ● Deux décennies de recul de la liberté de la presse 37 <ul style="list-style-type: none"> Chronique d'un déclin annoncé 37 Les reporters confrontés à la violence physique 40 Le double discours de Carrie Lam 42 | |
| 3 - QUAND S'INFORMER DEVIENT UN CRIME | 46 |
| <ul style="list-style-type: none"> ● L'obsession du contrôle de l'opinion publique 48 <ul style="list-style-type: none"> Covid-19 : une explosion de liberté, vite réprimée 48 L'internet chinois sous surveillance 51 Mille et un moyens de résister 55 ● Un projet de société qui interdit le journalisme 58 <ul style="list-style-type: none"> Le modèle médiatique chinois, un succès à l'export 58 Imposer le « récit chinois » 62 Les démocraties s'organisent pour lutter contre la propagande 66 | |
| 4 - APPELS ET RECOMMANDATIONS DE RSF | 68 |
| <ul style="list-style-type: none"> Appels aux autorités chinoises 70 Appels aux gouvernements et aux institutions 70 Recommandations aux journalistes 71 Recommandations aux médias, éditeurs et réseaux sociaux 72 | |
| RSF lance un portail sur la sécurité des journalistes | 74 |
| Rapport RSF : le nouvel ordre mondial des médias selon la Chine | 75 |
| Glossaire | 76 |
| <i>Couverture illustrée par Badiucao</i> | 80 |

AVANT-PROPOS



Christophe Deloire
Secrétaire général

Une course folle dans la mauvaise direction

Au début du millénaire, dans l'euphorie d'un boom économique inédit, et sans doute grâce à des marges de liberté concédées par le président Hu Jintao et le Parti communiste, les médias chinois se sont ouverts autant que possible à l'investigation et au débat d'idées. Avec des enquêtes d'une grande qualité, notamment sur la corruption et les scandales de santé publique, les journalistes chinois ont non seulement donné à leurs compatriotes les moyens de comprendre les évolutions de leur pays, mais aussi de peser sur l'appareil d'État pour qu'il se penche sur certaines failles du système et corrige des injustices.

Bien entendu, le cœur du système social et politique demeurait tout à fait opaque, mais l'on osait espérer que peu à peu, par capillarité, le périmètre des travaux journalistiques pourrait s'étendre à tous les sujets, y compris les plus essentiels. L'on imaginait une sorte de spirale centripète, car en Chine, c'est de la périphérie vers le centre que les libertés doivent être conquises.

Le président Xi Jinping, arrivé au pouvoir en 2013, a mis une fin brutale à ce début d'ouverture et a restauré une culture médiatique digne de l'ère maoïste, dans laquelle s'informer librement est un crime, et informer autrui un crime pire encore. Plus grande prison au monde pour les journalistes, le pays figure au 177^e rang sur 180 au classement de la liberté de la presse publié par RSF en 2021, soit seulement deux places au-dessus de la Corée du Nord, pays dans lequel le journalisme est réduit à la propagande d'État.

Le renouvellement des cartes de presse des journalistes chinois est désormais soumis à un test de connaissance de la « pensée » du président et à un examen de leur empreinte sur les réseaux sociaux. Dans une véritable frénésie de contrôle, Pékin envisage même d'interdire prochainement les médias privés. On croit cauchemarder. La répression n'épargne plus Hong Kong, qui faisait autrefois figure de modèle de la liberté de la presse, et où les arrestations se multiplient au nom de la sécurité nationale.

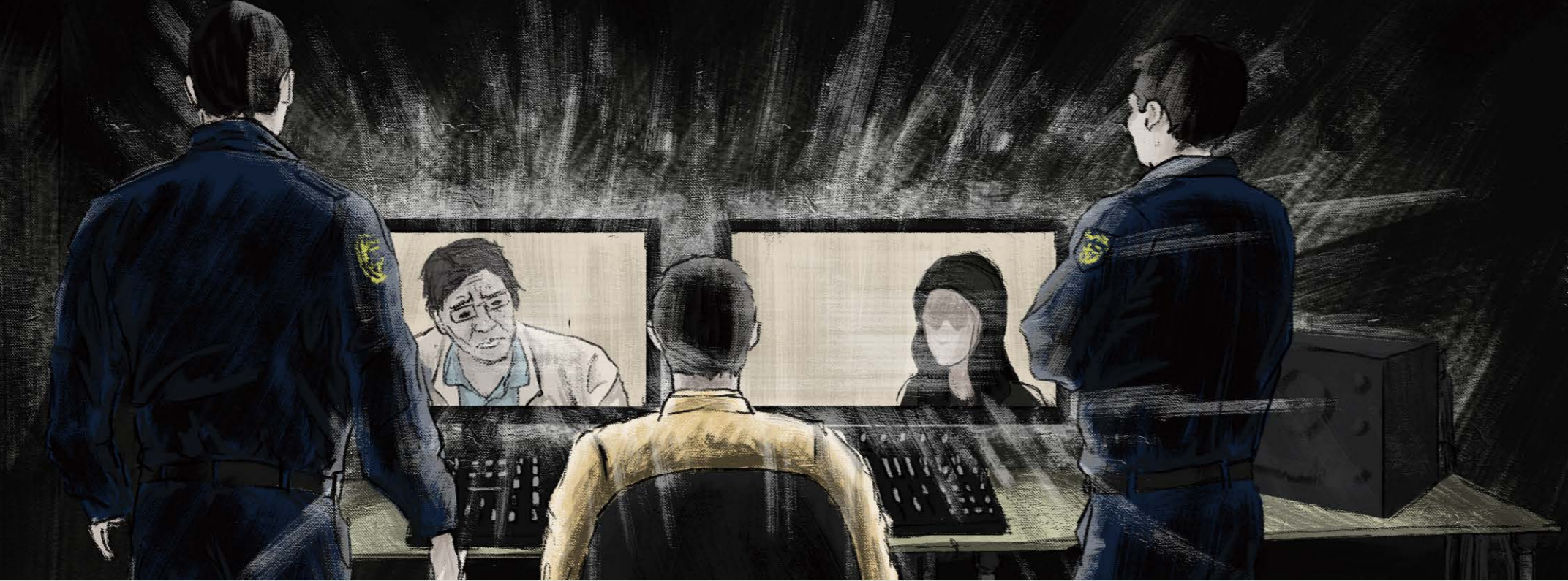
Ce « grand bond en arrière » du journalisme en Chine est d'autant plus terrifiant que le régime dispose d'immenses ressources financières et technologiques pour parvenir à ses fins. Son système sophistiqué de censure d'internet, la « Grande Muraille de l'information », tient le milliard d'internautes chinois toujours plus à l'écart du monde, tandis qu'une armée de censeurs scrute les messageries privées à la recherche de contenus jugés subversifs. La généralisation des technologies de surveillance basées sur la reconnaissance faciale, l'intelligence artificielle et le crédit social risque, dans un avenir proche, de rendre illusoire la confidentialité des sources des journalistes.

Dans un précédent rapport, publié en 2019 et intitulé *Le Nouvel Ordre mondial des médias selon la Chine*, nous avons montré comment Pékin essaie par tous les moyens de mettre fin à la fonction de contre-pouvoir du journalisme et en faire un outil au service de la propagande d'État. Le projet de développement économique international des « nouvelles routes de la soie », lancé par la Chine et qui touche 139 pays (ce qui représente les deux tiers de la population mondiale), lui facilite la tâche.

Si la Chine continue cette course folle à reculer, peut-être les citoyens chinois perdront-ils l'espoir de voir un jour instaurée dans leur pays la liberté de la presse. Peut-être le régime de Pékin parviendra-t-il à imposer son anti-modèle, y compris dans d'autres pays...

Mais il est aussi possible que le contrôle de l'information finisse par nuire au système lui-même, en empêchant ses propres réformes, il est aussi possible que la mobilisation des masses par la propagande finisse par tourner à vide. Il est surtout possible que les enquêtes des journalistes chinois et étrangers lèvent un coin du voile de plus en plus grand.

Oui, c'est possible.



© Safeguard Defenders

Les obstacles à l'information se multiplient

• La « Grande Muraille de l'information »

Le terme de « Grande Muraille de l'information » (en anglais, Great Firewall) désigne l'appareil de censure de l'internet chinois, en référence à son rôle de pare-feu informatique et à l'antique Grande Muraille de Chine. Le système, qui permet le blocage des sites jugés indésirables et la surveillance des échanges, est de plus en plus difficile à contourner.

• Les « grandes oreilles » du net

Les groupes de discussion en ligne chinois sont l'objet d'une étroite surveillance, et leurs administrateurs sont pénalement responsables des propos qui y sont tenus. Le réseau social WeChat, pour sa part, est devenu le cheval de Troie de la police : les conversations privées qu'il héberge, non cryptées, peuvent être consultées par les autorités sans motif officiel et sont fréquemment utilisées comme pièces à conviction dans les procès.

• Les armées de trolls du régime

« L'armée des cinquantes centimes », composée de propagandistes amateurs payés 50 centimes de yuan chinois (7 centimes d'euro) le post, inonde l'internet de commentaires pro-régime, tandis qu'un bataillon de trolls, surnommés les « petits roses », harcèle ceux qui critiquent le pouvoir sur les réseaux sociaux chinois et étrangers. Le dispositif a récemment été renforcé par une escouade d'influenceurs étrangers, réels ou factices, dont la mission est de dénigrer le travail des journalistes occidentaux.

• La « résidence surveillée dans un lieu désigné »

Ce régime de détention au nom trompeur (« Residential Surveillance at a Designated Location » en anglais), institué en 2012 au nom de la lutte contre le terrorisme et la corruption, ne désigne pas une simple assignation à résidence mais une mise à l'isolement dans les « prisons noires » chinoises. Cette pratique inhumaine, qui bafoue les droits de la défense et s'accompagne souvent d'actes de torture, est couramment utilisée pour briser physiquement et mentalement les journalistes indépendants.

• La loi de sécurité nationale à Hong Kong

La loi dite « de sécurité nationale » (National Security Law en anglais) a été adoptée le 30 juin 2020 par le régime de Pékin pour mettre fin à la contestation prodémocratie à Hong Kong. Ce texte volontairement flou et fourre-tout sert depuis de prétexte à la répression des voix indépendantes au nom de la lutte contre le « terrorisme », la « sécession », la « sédition » et la « collusion avec un pays étranger », quatre crimes passibles de la peine de mort dans le reste de la Chine et fréquemment instrumentalisés contre les journalistes.

• L'invitation à « prendre le thé »

Faussement anodine, l'invitation à « prendre le thé » avec des fonctionnaires chargés de la censure ou de la propagande est une méthode éprouvée d'intimidation des journalistes chinois et des correspondants étrangers. Cette rencontre, durant laquelle les journalistes sont sermonnés de manière plus ou moins cordiale, représente souvent le dernier avertissement avant une arrestation ou une expulsion.

• L'application smartphone *Étudier Xi, renforcer le pays*

Depuis octobre 2019, les journalistes chinois sont contraints de télécharger l'application smartphone *Étudier Xi, renforcer le pays* pour obtenir et renouveler leur carte de presse. L'application dispose d'une porte dérobée permettant d'exécuter des commandes et de recueillir des informations personnelles à l'insu de l'utilisateur, mettant de ce fait en danger les journalistes et leurs sources.

• Les consignes quotidiennes du Parti

Les médias et les entreprises de l'internet chinois, qu'ils soient publics ou privés, ont l'obligation de suivre les instructions du Parti communiste chinois concernant les thèmes jugés sensibles tels que le Tibet, le Xinjiang, Hong Kong, Taïwan, la corruption, les troubles sociaux, les dissidents... Le département de la Propagande du Parti, qui a la haute main sur l'action de 14 ministères, communique chaque jour aux médias une liste de sujets à mettre en avant et une liste de sujets qu'il est interdit de traiter sous peine de sanctions.

• Les confessions forcées à la télévision

Les journalistes détenus par le régime sont parfois forcés de « confesser » leurs crimes supposés à la télévision publique, au mépris de la dignité humaine et de la présomption d'innocence, censément garanties par la Constitution chinoise. Selon l'ONG Safeguard Defenders, les chaînes d'État chinoises ont ainsi diffusé les confessions forcées d'au moins 93 personnes depuis 2013, dont 30 de journalistes et collaborateurs de médias, pour la plupart avant même la tenue des procès.

A photograph of a man in a dark jacket and white face mask, with his right hand raised in a crowd. He is looking towards the camera. In the background, other people are visible, some wearing masks. The scene appears to be outdoors in a public gathering.

1 COMMENT PÉKIN A DÉCLARÉ LA GUERRE AU JOURNALISME

- Examen idéologique, censure, harcèlement... Depuis l'arrivée au pouvoir du président Xi Jinping, début 2013, le Parti communiste chinois a drastiquement renforcé son contrôle sur les journalistes. Quel que soit le sujet, ceux qui ne se contentent pas de reprendre les dépêches de propagande se voient accusés de vouloir nuire à « l'unité nationale ».
- Le simple fait d'enquêter sur un sujet considéré comme tabou ou de publier des informations censurées peut valoir des années de détention dans des prisons insalubres, où les mauvais traitements peuvent entraîner la mort. Pourtant, certains journalistes et médias indépendants chinois trouvent encore les moyens de résister pour poursuivre leur travail d'information.

La main de fer du Parti sur les médias

La prolifération des lignes rouges



« 23 juillet 2021. • En ce qui concerne les fortes pluies qui ont frappé le Henan et d'autres endroits, concentrez-vous sur la vie qui reprend après le sinistre. Sans autorisation préalable, ne publiez pas d'images [...] montrant des cadavres, n'adoptez pas un ton exagérément triste, ne faites pas de battage et n'établissez pas de liens avec des événements passés. Respectez strictement les informations officielles en ce qui concerne les statistiques sur les victimes ou les dommages matériels. • Ne rapportez pas sur l'affaire fiscale Zheng Shuang. • Ce matin, le Conseil d'État tiendra une conférence de presse sur la recherche des origines du Covid-19. Ne la couvrez pas. »



Dans cette [directive](#) envoyée aux médias le 23 juillet 2021 et divulguée par le *China Digital Times*, les journalistes ont ordre de minimiser l'impact des inondations meurtrières qui ont frappé le centre de la Chine ce mois-là (et qui auraient fait au moins 302 morts, 50 disparus et des centaines de milliers de déplacés), de ne pas en chercher les causes et de ne pas questionner le bilan officiel. Il leur est aussi demandé de passer sous silence une affaire monumentale d'évasion fiscale impliquant Zheng Shuang, une célèbre actrice chinoise (elle se verra réclamer une amende de 299 millions de yuan chinois, soit plus de 40 millions d'euros) tout comme le torpillage, par le gouvernement chinois, d'un projet d'enquête de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur les origines de la pandémie de Covid-19. Chaque jour, le département de la Propagande du Parti communiste envoie des consignes de ce type à l'ensemble des médias chinois, qui sont tenus de les respecter à la lettre sous peine de sanctions.



Du mouvement #MeToo aux relations Chine-Taiwan, en passant par le Tibet et les manifestations à Hong Kong, très peu de sujets échappent à la censure de Pékin.

© Noel Celis / AFP
© Lobsang Wangyal / AFP
© Makoto Lin / Office of the President (Taiwan)

Ces dernières années, les lignes rouges, qui délimitent les domaines que les médias peuvent couvrir, se multiplient. Les journalistes ne doivent plus seulement prendre les habituelles précautions de vocabulaire lorsqu'ils écrivent sur les thèmes traditionnellement jugés sensibles, tels que le Tibet, Taiwan, Hong Kong, le Xinjiang, la corruption, les troubles sociaux, les dissidents, etc. Désormais, en violation flagrante de la Constitution chinoise, dont l'article 35 garantit « la liberté de parole (et) de presse », les journalistes sont obligés de suivre les consignes du Parti tant dans le choix de leurs articles que dans leur mode de traitement.

Plus aucun sujet n'échappe à la censure

Des catastrophes naturelles au mouvement #MeToo en passant par la vie sexuelle des étudiants, les politiques économiques et financières ou les éloges aux soignants pendant la pandémie de Covid-19, très peu de sujets échappent désormais à la censure. En avril 2020, **David Bandurski**, codirecteur du centre de recherche *China Media Project*, estimait dans le *Washington Post* que les dirigeants du Parti communiste chinois considéraient dorénavant le journalisme « comme une menace à la stabilité du régime ».



© Philip Fong / AFP

Désormais, les journalistes ne sont plus autorisés à enquêter que sur les cas faisant déjà l'objet d'une instruction par les autorités, ce qui les empêche de publier des informations originales. En 2015, le documentaire *Under the Dome* (*Sous le dôme*) de la journaliste **Chai Jing**, fruit d'une enquête d'un an sur le problème de la pollution en Chine, a ainsi dû être retiré des plateformes de vidéo chinoises une semaine après sa sortie.

En mars 2021, une disposition du droit criminel chinois a aussi été introduite pour interdire toute remise en question du narratif officiel sur les questions historiques. Deux mois plus tard, le commentateur politique et ancien journaliste **Qiu Ziming**, qui avait exprimé ses doutes concernant la transparence des autorités à propos d'un affrontement entre militaires à la frontière entre l'Inde et la Chine en juin 2020, a été [condamné](#) à huit mois de prison pour « diffamation des héros et des martyrs ».

La fin du pluralisme et de l'ouverture

Contrairement aux idées reçues, la censure n'a pas toujours été aussi drastique en Chine. À partir de la fin des années 1990, et en particulier sous les deux mandats du président Hu Jintao entre 2003 et 2013, les médias chinois avaient profité du vent de liberté qui accompagnait le développement économique du pays. Un certain nombre d'entre eux avaient commencé à s'ouvrir au journalisme d'investigation et au pluralisme des courants d'opinion, avec à leur tête le célèbre hebdomadaire *Southern Weekly* (en chinois, *Nanfang Zhoumo*), basé à Canton, à cette époque réputé pour son indépendance de ton, n'hésitant pas à publier des articles progressistes sur des sujets tels que la corruption et la pauvreté rurale.

L'équipe du journaliste d'investigation **Wang Keqin**, du *China Economic Times*, s'était ainsi illustrée en révélant des scandales de corruption et de santé publique tels celui des villages du sida, en 2001, par lequel le monde avait appris la contamination par négligence de deux millions de ruraux qui vendaient leur sang pour survivre. Ou encore celui de l'épidémie du syndrome respiratoire aigu sévère (Sras), en 2003, qui avait ainsi été couvert et débattu par la presse chinoise.

Le journalisme d'investigation en voie d'extinction

L'accession au pouvoir du président Xi Jinping, en mars 2013, a mis fin à cette timide ouverture. Paradoxalement, celui dont la famille fut victime de la révolution culturelle s'est attelé à restaurer une culture médiatique digne de l'ère maoïste. Avec comme prétexte une campagne contre « les rumeurs sur internet », étendue à tous les contenus jugés « vulgaires », le nouveau président a très rapidement repris en main les médias professionnels tout en menant, en parallèle, une violente répression à l'encontre des journalistes non professionnels et des blogueurs.

Cette véritable « guerre » menée par le pouvoir contre le journalisme d'investigation a fini par dissuader les rédactions d'investir du temps et des ressources dans de longues et coûteuses enquêtes risquant d'être censurées ou d'attirer au média et à ses rédacteurs de lourds ennuis administratifs et judiciaires. Selon une [étude](#) de l'université Sun Yat-sen de la ville de Canton, citée par l'ONG américaine Freedom House, le nombre de journalistes d'investigation en Chine a baissé de 58 % entre 2011 et 2017. Une chute tellement considérable que **Liu Hu**, journaliste basé dans la province du Sichuan et détenu pendant un an entre 2013 et 2014, a déclaré au *New York Times* en 2019 que les journalistes d'investigation étaient devenus une « espèce éteinte » en Chine. De fait, la plupart des médias se contentent désormais de baser leurs articles sur les dépêches de l'agence de propagande Chine nouvelle (Xinhua).

GRAND ANGLE

Des crimes « fourre-tout » pour bâillonner la presse

Pour faire taire les journalistes, le régime chinois les accuse d'« espionnage », de « subversion » ou « d'attiser des querelles et de provoquer des troubles », trois crimes à la définition si vague qu'ils peuvent être invoqués quel que soit le contexte.

Espionnage

- **Définition** : la loi chinoise définit le secret d'État comme « toute question qui affecte la sécurité et les intérêts de l'État » et fournit une liste de sujets potentiels si peu précise que cela peut aussi bien concerner des données industrielles que les dates de naissance des dirigeants du Parti. La liste n'étant pas exhaustive, les autorités peuvent de toute manière rétroactivement qualifier de secret d'État toute information qu'elles souhaiteraient censurer.
- **Base juridique** : articles 110 et 111 du Code pénal chinois, loi relative à la protection des secrets d'État.
- **Peine maximale** : peine capitale (« divulgation de secrets d'État à l'étranger ») et réclusion à perpétuité (« espionnage »).
- **Particularité** : les procès liés à de prétendus secrets d'État sont tenus à huis clos, aucun diplomate ou journaliste ne peut y assister.
- **Nombre de journalistes actuellement détenus sous ce motif** : au moins 8.
- **Cibles privilégiées** : les [journalistes de nationalité étrangère](#) mais d'origine chinoise, tels que la présentatrice australienne **Cheng Lei** et le commentateur politique australien **Yang Hengjun**, arrêtés respectivement en 2020 et 2019, et l'éditeur suédois **Gui Minhai**, détenu depuis 2015 et condamné à 10 ans de prison en 2020.

Subversion

- **Définition** : « Organiser, comploter ou agir pour subvertir le pouvoir politique de l'État et renverser le système socialiste » et « inciter à la subversion (...) en répandant des rumeurs, en diffamant ou par d'autres méthodes. »
- **Base juridique** : article 105 du Code pénal chinois.
- **Peine maximale** : réclusion à perpétuité (« subversion ») et « plus de cinq ans » d'emprisonnement (« incitation à la subversion »).
- **Particularité** : la loi n'exige pas que le caractère subversif potentiel ou réel d'un acte soit démontré pour que le crime soit reconnu. Les personnes accusées de « subversion » se voient souvent refuser les visites de leurs avocats et de leurs proches.
- **Nombre de journalistes actuellement détenus sous ce motif** : au moins 13.
- **Cibles privilégiées** : les commentateurs politiques tels que **Guo Quan**, [détenu](#) depuis le 31 janvier 2020 après avoir publié des informations sur la pandémie de Covid-19, ou **Wu Gan**, condamné à [huit ans de prison](#) en 2017 après avoir dénoncé la corruption de certains hauts responsables du Parti.

Attiser des querelles et provoquer des troubles

- **Définition** : « Porter atteinte à l'ordre public en commettant un acte de provocation ou un acte de nature à semer le trouble. »
- **Base juridique** : article 293 du Code pénal chinois.
- **Peine maximale** : cinq ans d'emprisonnement (dix ans en cas de récidive).
- **Particularité** : la loi ne définit pas la notion de « trouble à l'ordre public ». En 2013, le champ d'application de cet article de loi a été élargi aux contenus publiés sur internet, ce qui en fait un crime « fourre-tout » idéal pour réprimer la publication d'informations dérangeant le régime.
- **Nombre de journalistes actuellement détenus sous ce motif** : au moins 9.
- **Cibles privilégiées** : les journalistes non professionnels, tels que **Cai Wei** et **Chen Mei**, condamnés en août 2020 à [15 mois de prison](#) pour avoir remis en ligne des articles de presse censurés traitant de la pandémie de Covid-19, **Liu Yanli**, condamnée en avril 2020 à [quatre ans de prison](#) pour ses commentaires en ligne sur les dirigeants chinois, et **Zhang Zhan**, Prix RSF de la liberté de la presse 2021, condamnée en décembre 2020 à [quatre ans de prison](#) pour avoir couvert les débuts de l'épidémie de Covid-19 à Wuhan.



En février 2016, les journalistes des médias d'État sont « invités » à applaudir chaleureusement le président Xi à son passage lors d'une tournée d'inspection.

© Ma Zhancheng / AP

Le carcan du contrôle idéologique

Le rôle des journalistes en Chine est explicité par le [manuel de propagande](#) mis à disposition des cadres du Parti communiste Chinois (PCC), dont le contenu avait été divulgué par Wikileaks en 2007, et par une note interne du Bureau des affaires générales du Comité central du Parti. Cette dernière, connue sous le nom de « Document n°9 », a été rendue publique en 2013 par la correspondante de Deutsche Welle **Gao Yu**, ce qui lui valut une condamnation à [cinq ans de résidence surveillée](#) pour « divulgation de secrets d'État à l'étranger ».

Dans le manuel de propagande, les journalistes sont explicitement décrits comme un outil au service de l'État pour « contribuer à créer un modèle de société socialiste qui se transmet de génération en génération » et sont censés maintenir « un équilibre entre la célébration des succès et l'exposition des problèmes nationaux », un euphémisme qui recouvre en fait l'idée d'une autocensure permanente. Le « Document n°9 », pour sa part, considère que le journalisme « à l'occidentale » sape « le principe chinois selon lequel le système de médias et d'édition est soumis à la discipline du Parti ».

En 2016, le président Xi Jinping lance une grande réforme des médias destinée à renforcer la mainmise du PCC, dont il est le plus haut dirigeant. Lors d'une tournée d'inspection des trois principaux médias du pays (CCTV, l'agence de presse Chine nouvelle (Xinhua) et le *Quotidien du peuple*), il n'hésite pas à exiger des journalistes qu'ils suivent la direction du Parti et « relayent sa volonté et ses propositions, protègent son autorité et son unité » en se concentrant sur des reportages « positifs » - comprendre : conformes à la propagande officielle. Exigeant une loyauté absolue des médias d'État, il estime qu'ils « doivent avoir le Parti comme nom de famille ».



© Simon Song / South China Morning Post

Interdiction des blogs personnels

Dès 2017, les journalistes n'ont plus le droit de tenir un blog personnel, un outil qui leur permettait autrefois d'exposer au public des sujets censurés par leur rédaction. Il leur est aussi interdit de citer des informations provenant des réseaux sociaux si celles-ci n'ont pas été « autorisées » au préalable par les autorités. Il n'est même plus permis aux médias étrangers basés en Chine de publier librement des contenus sur internet : toute publication ayant un caractère informatif doit recevoir l'aval de l'administration d'État avant d'être mise en ligne.

Signe des temps, le terme « travailleur des médias » est fréquemment utilisé à la place de « journaliste » dans les communications officielles... y compris celles de l'Association des journalistes de Chine (ACJA).

Étudier la pensée de Xi Jinping

Le 8 octobre 2021, la Commission nationale de la réforme et du développement, une agence du Conseil d'État, dévoile un plan de restriction des investissements privés, qui interdit aux médias « sans investissement du secteur public » d'entreprendre « la collecte, l'édition ou la diffusion d'informations », notamment d'« informations diffusées par des entités étrangères ». Si elle est adoptée, cette loi pourrait donner une base légale aux restrictions déjà existantes et renforcer l'emprise du régime sur l'environnement médiatique, réduisant ainsi au silence les dernières voix indépendantes.

Une semaine plus tard, l'Administration générale de la presse et des publications annonce que les journalistes professionnels chinois devront prochainement suivre un minimum de 90 heures par an de « formation continue » en partie centrée sur la pensée de Xi Jinping. Leur participation à cette formation, tout comme leur empreinte sur les réseaux sociaux, sera prise en compte lors du renouvellement de leur carte de presse.

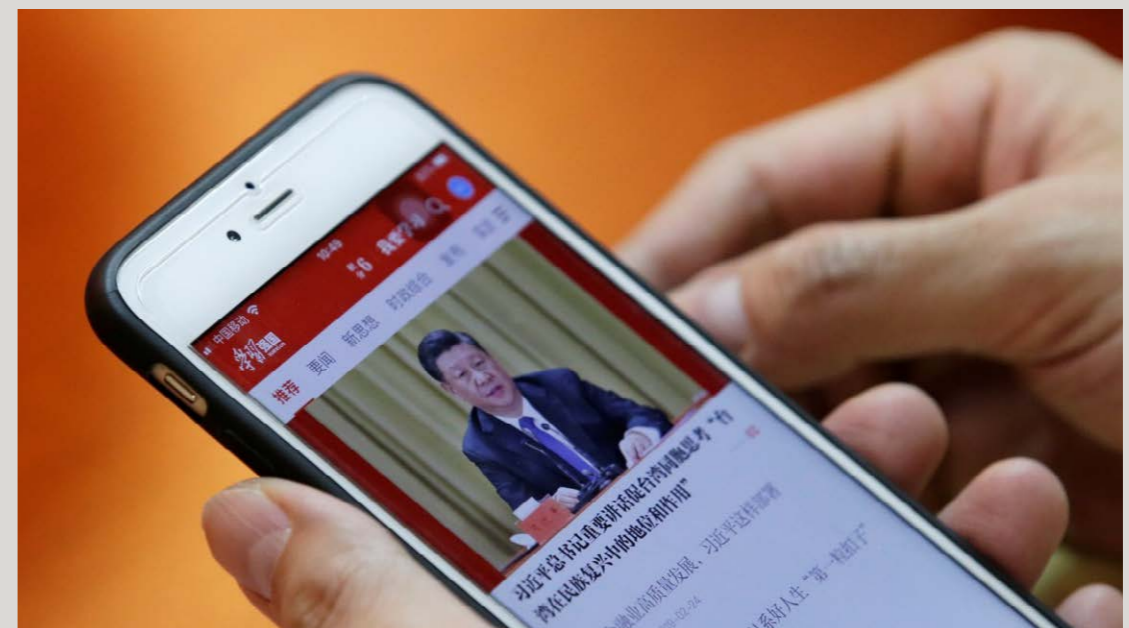
Sous le mandat de Xi Jinping, l'allégeance individuelle au PCC et à son chef est devenue un prérequis pour exercer le métier de journaliste. Les journalistes sont pris dans un véritable carcan de règles de contrôle idéologique, que résume bien l'obligation de télécharger sur leur smartphone l'application espionne *Étudier Xi, renforcer le pays*.



Mot d'ordre pour cette journaliste chinoise et ses confrères : « Relayer la volonté du Parti et ses propositions, protéger son autorité et son unité. »

© Nicolas Asfour / AFP

GRAND ANGLE



© Reuters

Les journalistes contraints de télécharger un mouchard

L'application de propagande *Étudier Xi, renforcer le pays* permet non seulement au régime d'évaluer la fidélité des journalistes à sa doctrine, mais aussi d'espionner le contenu de leurs smartphones.

Depuis octobre 2019, l'obtention et le renouvellement de la carte de presse sont conditionnés à la réussite d'un examen de fidélité à la doctrine du Parti communiste Chinois (PCC) et du président Xi Jinping, disponible uniquement sur [l'application Étudier Xi, renforcer le pays](#), que les journalistes chinois sont donc contraints de télécharger.

Or, l'entreprise de cybersécurité allemande Cure 53 a révélé que l'application smartphone, conçue par le géant du e-commerce Alibaba pour le PCC, disposerait d'une porte dérobée permettant de recueillir des informations personnelles à l'insu de l'utilisateur. Cette fonctionnalité lui permettrait notamment de modifier des fichiers, de télécharger des applications, de composer des numéros de téléphone ou encore d'allumer le micro de l'appareil, mettant en danger les sources.

Reporters sans frontières (RSF) recommande aux journalistes d'éviter à tout prix de télécharger ce logiciel qui risque de compromettre leur sécurité et celle de leurs sources. S'il est absolument nécessaire de l'installer, il est très fortement conseillé d'utiliser un appareil dédié à cet usage et ne contenant aucune information sensible.

Pour déjouer la surveillance, les reporters innovent

Avec le durcissement de la répression en Chine, les journalistes sont contraints de déployer des trésors d'imagination pour mener leurs enquêtes sans attirer l'attention des autorités. En 2019, **Isobel Yeung** et son équipe du site d'information international *VICE News* ont ainsi dû se faire passer pour des touristes pour tourner un documentaire en caméra cachée sur la persécution de l'ethnie ouïghoure dans la région autonome du Xinjiang. Cette stratégie a ses limites : une fois le documentaire mis en ligne, la journaliste considère qu'il est désormais trop risqué pour elle de retourner en Chine.

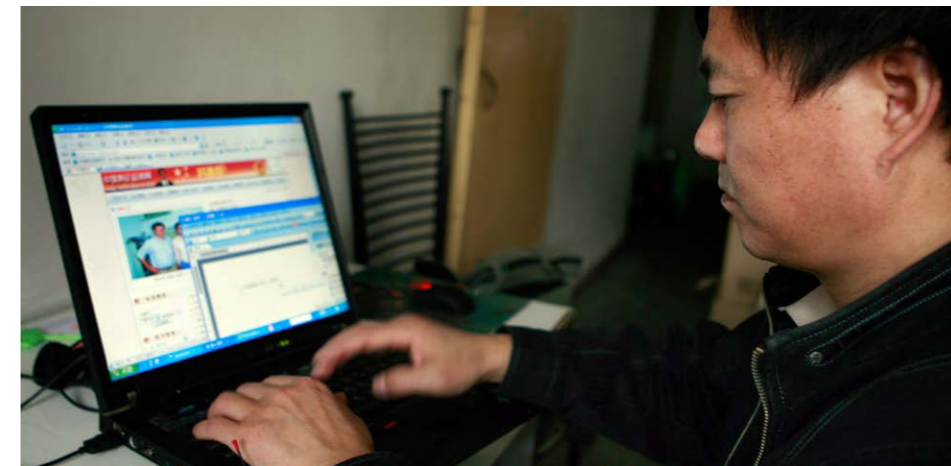
À Shanghai, l'ancien correspondant de la National Public Radio **Frank Langfitt** avait pour sa part poussé plus loin la technique du mimétisme en animant, de 2011 à 2016, un service de taxi gratuit en échange d'un entretien. Le journaliste ne cachait pas son identité et soumettait une éventuelle diffusion à l'accord de ses passagers.

Les journalistes empêchés de se rendre sur le terrain en Chine travaillent aussi à partir de sources d'information publiques (« open data »). La correspondante d'Associated Press **Yanan Wang**, le rédacteur en chef adjoint de *Foreign Policy* **James Palmer** ou le service vidéo du *Monde* ont ainsi enquêté à distance sur la répression de l'ethnie ouïghoure au Xinjiang en croisant les dossiers de marchés publics passés en Chine, des photographies satellite et des images récoltées sur les réseaux sociaux.

La journaliste **Megha Rajagopalan**, ancienne directrice du bureau de Pékin du site d'actualités américain *Buzzfeed News*, basé à New York, a reçu, en 2021, le [prix Pulitzer](#) avec ses collègues **Alison Killing** et **Christo Buschek** pour une enquête utilisant l'imagerie satellitaire pour prouver la réalité de l'internement massif des Ouïghours.

Une course de taxi gratuite en échange d'un entretien : voilà le marché original qu'offrait à Shanghai l'ex-correspondant de la National Public Radio Frank Langfitt, de 2011 à 2016.

© Kuan Yang



Réseaux sociaux, dossiers publics, photos satellite... Quand ils sont privés d'accès au terrain, les journalistes utilisent des sources d'information publiques pour enquêter.

© Teh Eng Koon / AFP

Protéger ses sources

La protection de l'anonymat des journalistes et de leurs sources d'information est aussi devenue un enjeu capital. **Zhang Jie**, ancienne assistante de rédaction du bureau du *Washington Post* à Pékin, confiait dès 2017 au site d'information *Quartz* qu'elle utilisait systématiquement des cartes SIM prépayées et des téléphones d'occasion pour contacter des militants des droits humains sans que la police ne puisse remonter jusqu'à elle.

Gyaltsen Choedak, journaliste exilé qui couvre l'actualité tibétaine pour Voice of America (VOA), expliquait en mars 2021 qu'il utilise toujours un logiciel déformant la voix lorsqu'il s'entretient avec ses sources sur la messagerie WeChat et d'autres plateformes de microblog soupçonnées d'être infiltrées par les autorités.

WeChat est l'application de messagerie la plus utilisée par la diaspora tibétaine, surtout par les journalistes, mais les risques de divulgation des données les obligent à utiliser plusieurs téléphones et à parler en langage codé. Cela permet d'atténuer le risque, mais ne l'annule pas totalement, nuance un journaliste cité anonymement dans un article de recherche sur les [médias tibétains en exil](#) publié en 2021.

Précautions de langage

L'enquête n'est pas le seul moment dangereux. Pour les journalistes chinois, la publication d'informations censurées peut se révéler un aller simple pour la « case prison ». À Canton, de grands médias comme le *Southern Metropolis Daily*, le *Southern Weekly* et le *Yangcheng Evening News* [font appel à des experts juridiques chinois](#) pour évaluer les risques qu'ils pourraient rencontrer dans leurs enquêtes et les conseiller dans le choix du vocabulaire. « *Nous savons comment formuler les problèmes conformément à la loi*, explique un avocat qui souhaite rester anonyme. *Nous utilisons le langage officiel pour contester l'idéologie officielle.* »

Les journalistes utilisent aussi différentes précautions de langage pour informer sans trop s'exposer, par exemple en s'abstenant de nommer directement les responsables, en présentant le gouvernement sous un jour positif ou en formulant des critiques « constructives » sous forme de suggestions.

Publier à tout prix

Le fait d'être censurés oblige les journalistes à recourir à des moyens détournés pour publier les informations recueillies. Quand leurs articles sont rejetés par des médias nationaux, les reporters chinois se tournent parfois vers des médias étrangers. C'est ce qu'a fait **Vicky Xu**, journaliste chinoise installée en Australie, qui a travaillé sur la persécution de l'ethnie ouïghoure pour le *New York Times* en 2019. Cela n'a pas été sans conséquences : en plus de recevoir des menaces, elle est devenue, en avril 2021, la cible d'une campagne de diffamation à l'échelle nationale.

Une publication anonyme sur les réseaux sociaux constitue l'ultime recours contre la censure. C'est ce qu'ont fait les proches de la journaliste d'investigation **Huang Xueqin** : après son [arrestation](#) en septembre 2021, ils ont partagé, via des comptes anonymes, des informations sur sa détention accompagnées du hashtag #FreeXueBing, sur Twitter, Facebook ou GitHub.

Ces médias qui bravent la censure

Malgré la censure et les pressions toujours plus grandes émanant de Pékin, nombre de médias indépendants, basés en Chine ou hors de Chine, poursuivent leur travail d'enquête et d'information sur l'actualité du monde sinophone.



1 - CHINE CONTINENTALE

Caixin
Fondé en 2009 à Pékin, l'hebdomadaire grand public *Caixin* et son site bilingue chinois-anglais sont considérés comme les sources d'information grand public les plus indépendantes de Chine. Celles-ci flirtent constamment avec les lignes rouges du régime. En 2020, malgré une censure renforcée, *Caixin* a publié une enquête remettant en question le bilan officiel de la Covid-19 à Wuhan. En octobre 2021, *Caixin* a été exclu de la liste officielle des médias pouvant être cités comme source.
caixin.com

China Citizens Movement (Mouvement des citoyens de Chine)
Ce site en langue chinoise, créé en 2014 à la suite du placement en détention de l'écrivain et commentateur politique chinois **Xu Zhiyong**, couvre l'actualité de la société civile et des droits humains en Chine.
cmcn.org

Zhongxun (Information du public)
Ce site en langue chinoise, fondé en 2018, publie des reportages de journalistes non professionnels chinois et héberge aussi des contenus censurés par le régime.
zhongxuncn.blogspot.com

64 Tianwang
Ce site en langue chinoise, fondé en 1998, a documenté des dizaines de milliers de cas de violations des droits humains en Chine et a reçu le Prix RSF de la liberté de la presse en 2016. Son fondateur, le journaliste d'investigation **Huang Qi**, Prix RSF 2004, purge une peine de 12 ans de prison pour « divulgation de secrets d'État à l'étranger ».
64tianwang.net

Weiquanwang (Réseau de défense des droits)
Ce site en langue chinoise, maintenu par un réseau de bénévoles, rend compte depuis 2008 des violations des droits humains en Chine, dont les arrestations, les disparitions et les détentions illégales d'activistes et de journalistes.
wqw2010.blogspot.com

Minsheng GuanCha (Observatoire des droits civiques et sociaux)
Ce site en langue chinoise, fondé en 2006, couvre les exactions commises à l'encontre des paysans, des ouvriers et des enseignants, ainsi que les évictions forcées dans les grandes villes. Son fondateur, **Liu Feiyue**, a été condamné en 2019 à cinq ans de prison pour « incitation à la subversion ».
msguancha.com

2 - HONG KONG

Citizen News
Ce site en langue chinoise, à but non lucratif, a été lancé en 2017 par un groupe de dix vétérans du journalisme hongkongais. Il produit depuis 2021 un programme télévisé sur l'actualité chinoise, en collaboration avec l'ancienne équipe de la célèbre émission « China Beat », autrefois diffusée sur la chaîne i-CABLE.
hknews.com

Hong Kong Free Press
Fondé à Hong Kong en 2015, *Hong Kong Free Press* est un site d'information en ligne en langue anglaise, à but non lucratif et au financement participatif, qui couvre l'actualité du monde sinophone.
hongkongfp.com

InMedia
Ce site en langue chinoise, lancé dès 2004, se décrit comme « une plateforme d'information sur les mouvements démocratiques et sociaux » et ouvre ses colonnes aux articles et aux reportages de journalistes non professionnels hongkongais.
inmediahk.net

Stand News
Ce site d'information généraliste en langue chinoise, fondé à Hong Kong en 2014, s'intéresse aux sujets politiques et de société chinois, et revendique les valeurs de « démocratie, droits humains, liberté, État de droit et justice ».
thestandnews.com

3 - TAÏWAN

The Reporter
Ce site d'information à but non lucratif en langue chinoise, basé à Taiwan, a été fondé en 2015 et se concentre sur les reportages et enquêtes sur le monde sinophone. Il a reçu pas moins de 62 prix de journalisme, dont le prix Human Rights Press 2020 à Hong Kong pour un reportage sur les « camps de rééducation » des Ouïghours au Xinjiang.
twreporter.org

4 - SINGAPOUR

Initium Media
Lancé en 2015 à Hong Kong, ce site d'information en langue chinoise a reçu en 2020 quatre récompenses de la Société des éditeurs d'Asie (SOPA) pour son travail journalistique. Pour se soustraire aux pressions, Initium a décidé, en août 2021, de déplacer son siège social à Singapour.
theinitium.com

5 - INDE

Tibet Post International
Ce site d'information trilingue (anglais, chinois et tibétain) a été fondé en 2007 par un groupe de journalistes tibétains en exil à Dharamsala, dans le nord de l'Inde, et couvre essentiellement les violations des droits humains dans la région autonome chinoise du Tibet.
thetibetpost.com

6 - ÉTATS-UNIS

Boxun News
Ce site d'information en langue chinoise publie depuis 1998 des articles de journalistes non professionnels chinois concernant les informations censurées par le régime, telles que les épidémies, les violations des droits humains, les scandales de corruption et les catastrophes naturelles.
boxun.com

China Digital Times
Ce média en ligne bilingue chinois-anglais fondé en 2003 aux États-Unis fournit des informations précieuses sur la propagande, la censure et la cybersurveillance en Chine en analysant et en traduisant les directives du département de la Propagande, la rhétorique officielle et les mots-clés censurés.
Chinadigitaltimes.net

Mingjing News
Mingjing News est un site d'information participatif couvrant la politique, les affaires, les questions sociales et l'histoire chinoise. En 2014, il a été la cible de cyberattaques après avoir fait des révélations concernant une enquête secrète du gouvernement sur le membre du comité permanent du bureau politique du Parti communiste Zhou Yongkang, à la suite de laquelle il a été condamné à la prison à vie lors d'un procès à huis clos.
Mingjingnews.com

Les journalistes dans la ligne de mire



S'ils osent dénoncer la corruption des officiels, publier des dessins satiriques ou défendre les droits humains, les journalistes se retrouvent bien souvent au banc des accusés.

© RFA - © Weibo - © CCTV - © Twitter

L'éradication du journalisme indépendant

Avec l'arrivée au pouvoir du président Xi Jinping, début 2013, une vague d'arrestations sans précédent depuis la fin de l'ère maoïste a touché les journalistes et commentateurs politiques dans tout le pays, mettant brutalement fin à une décennie d'expérimentation du pluralisme et du débat d'opinion dans les médias chinois. Dans le Classement RSF de la liberté de la presse 2021, la République populaire de Chine (RPC) stagne au 177^e rang sur 180, soit seulement deux rangs au-dessus de la Corée du Nord, avec au moins 127 journalistes et défenseurs de la liberté de la presse emprisonnés.

Le journaliste d'investigation **Huang Qi**, lauréat du Prix RSF cyberliberté 2004 et fondateur du site d'information sur les droits humains *64 Tianwang*, arrêté en 2016, a ainsi été condamné en juillet 2019 par la Cour populaire intermédiaire de Mianyang (province du Sichuan, dans le sud-ouest du pays) à [12 ans de prison](#) pour avoir enquêté sur les violations des droits humains dont se rendent coupables certains officiels chinois. Le 30 avril 2020, le journaliste **Chen Jieren**, ancien employé de médias d'État chinois, a pour sa part été condamné à [15 ans de prison](#) par le tribunal populaire du comté de Guiyang, dans la province du Hunan (centre), pour avoir rendu publics des faits de corruption mettant en cause des cadres du Parti communiste. En juillet 2018, le caricaturiste **Jiang Yefei**, connu pour ses dessins satiriques, a été condamné à [six ans et demi de prison](#), tandis que le célèbre journaliste et défenseur des droits humains **Qin Yongmin** a été condamné à [13 ans de prison](#) pour « *subversion* ».

De lourdes sentences

Les journalistes non professionnels n'échappent pas aux poursuites. Le blogueur **Wu Gan** a ainsi été condamné à [huit ans de prison](#) fin 2017 par le tribunal de la ville de Tianjin (nord) pour avoir attiré l'attention sur la corruption du gouvernement. **Liu Feiyue**, fondateur et rédacteur en chef du site internet *Observatoire des droits civiques et sociaux (Minsheng Guansha)*, a pour sa part été [condamné à cinq ans de prison](#) par la Cour populaire intermédiaire de Suizhou (province du Hubei, centre) en janvier 2019 pour « *incitation à la subversion du pouvoir de l'État* ».

Les considérations de frontière et de nationalité ne sont pas non plus un obstacle pour le régime, qui détient [trois journalistes étrangers](#) d'origine chinoise sous l'accusation d'espionnage. **Cheng Lei**, célèbre présentatrice australienne d'une émission d'information économique du groupe audiovisuel public China Global Television Network (CGTN), est ainsi détenue depuis le 14 août 2020 pour « *divulgaration de secrets d'État à l'étranger* ». Elle a rejoint le commentateur politique australien **Yang Hengjun**, arrêté un an plus tôt sur la base d'accusations similaires et détenu arbitrairement depuis. Quant au Suédois **Gui Minhui**, fondateur d'une maison d'édition à Hong Kong, il a été condamné en 2020 à 10 ans de prison pour le même motif, après avoir été kidnappé en Thaïlande en 2015.

Tortures et mauvais traitements

Les prisons chinoises, notoirement insalubres et gérées de manière opaque, permettent tous les abus, et les journalistes sont soumis de manière quasi systématique aux mauvais traitements et au déni de soins médicaux. Le guide touristique **Kunchok Jinpa**, importante source d'information indépendante sur le Tibet pour les médias jusqu'à son arrestation en 2013, est ainsi mort le 6 février 2021, à l'âge de 51 ans, des suites de [mauvais traitements](#) durant sa détention. Il purgeait une peine de 21 ans dans une prison de Lhasa pour « *divulgaration de secrets d'État à l'étranger* » après avoir transmis des informations à des médias étrangers sur des manifestations survenues dans sa région natale de Driru, dans le nord-est du Tibet.

En 2017, le lauréat du Prix Nobel de la paix 2010 et du Prix RSF du défenseur de la liberté de la presse 2004, **Liu Xiaobo**, et le blogueur dissident **Yang Tongyan** sont aussi morts de cancers non traités pendant leur détention. Selon le décompte de RSF, au moins dix journalistes et défenseurs de la liberté de la presse actuellement détenus en Chine risquent de mourir à très court terme s'ils ne sont pas libérés immédiatement.



Dix prisonniers emblématiques



Ilham Tohti - 51 ans

Profession : fondateur du site d'information *Uyghur Online*.
Ville de détention : Yili Kazakh (région autonome du Xinjiang)
Condamnation : prison à vie pour « *séparatisme* » (septembre 2014).
Cause probable de son emprisonnement : a commenté l'actualité de la région autonome du Xinjiang.
État de santé : problèmes cardiaques et pulmonaires, perte de poids, pas d'informations depuis fin 2018.



Gulmira Imin - 43 ans

Profession : ancienne administratrice du site d'information *Salkin*.
Ville de détention : Urumqi (région autonome du Xinjiang)
Condamnation : prison à vie pour « *séparatisme* » et « *divulgation de secrets d'État à l'étranger* » (avril 2010). Sa peine aurait été réduite à 19 ans et 8 mois en 2017.
Cause probable de son emprisonnement : a critiqué le gouvernement.
État de santé : victime de mauvais traitements et de torture avant son procès en 2010. Pas d'informations depuis, mais compte tenu des conditions sanitaires notoirement déplorables dans les prisons chinoises, son état a dû continuer à se dégrader.



Lu Jianhua (Wen Yu) - 60 ans

Profession : commentateur politique pour CCTV, Phenix TV et *Singapore Strait Times*.
Lieu de détention : prison de Yancheng, Yanjiao (province de Hebei)
Condamnation : 20 ans de prison pour « *divulgation de secrets d'État à l'étranger* » (décembre 2006).
Cause probable de son emprisonnement : a commenté la situation économique, politique et sociale chinoise.
État de santé : l'ONG Independent Chinese Pen Center a signalé une dégradation de son état de santé. Les autorités ont refusé une demande de libération pour raisons médicales.



Zhang Haitao - 49 ans

Profession : commentateur politique pour le site d'information *Boxun*, Radio Free Asia et Voice of America.
Ville de détention : Shaya (région autonome du Xinjiang)
Condamnation : 19 ans de prison pour « *incitation à la subversion* » et « *divulgation de secrets d'État à l'étranger* » (janvier 2016).
Cause probable de son emprisonnement : a critiqué les agissements du régime de Pékin sur les réseaux sociaux et lors d'interviews dans des médias étrangers.
État de santé : battu et forcé à porter de lourds fers aux pieds pendant six mois, victime de privation de nourriture, pas d'informations depuis avril 2018.



Qin Yongmin - 68 ans

Profession : commentateur politique et fondateur de *China Human Rights Watch* et de la newsletter *Rose China*.
Ville de détention : Wuhan (province du Hubei)
Condamnation : 13 ans de prison pour « *incitation à la subversion* » (juillet 2018).
Cause probable de son emprisonnement : a suggéré l'idée d'une transition pacifique vers une démocratie respectueuse des droits humains, dont la liberté de la presse.
État de santé : très affaibli par 20 ans de détention et de camps de travail, il s'est évanoui durant son procès. Sa santé s'est encore détériorée en 2019.



Huang Qi - 58 ans

Profession : fondateur du site d'information *64 Tianwang*.
Ville de détention : Bazhong (province du Sichuan)
Condamnation : 12 ans de prison pour « *divulgation de secrets d'État à l'étranger* » (juillet 2019).
Cause probable de son emprisonnement : a donné la parole aux victimes d'abus de l'appareil d'État.
État de santé : problèmes cardiaques et hépatiques, séquelles de huit années de prison et de camps de travail, a subi des coups et blessures.



Yiu Mantin (Yao Wentian) - 76 ans

Profession : fondateur de la maison d'édition Morning Bell Press.
Ville de détention : Dongguan (province du Guangdong)
Condamnation : 10 ans de prison pour « *contrebande de produits interdits* » (mai 2014).
Cause probable de son emprisonnement : a tenté de publier un livre à propos du président Xi Jinping.
État de santé : asthmatique, il a aussi un problème cardiaque, est malade de la prostate et atteint d'hépatite B, et bien qu'il ait été victime de cinq AVC, toutes ses demandes de libération conditionnelle pour raisons médicales ont été rejetées. Pas de nouvelles depuis novembre 2017.



Gui Minhai (Michael Gui) - 57 ans

Profession : actionnaire principal de la librairie Causeway Bay et de la maison d'édition Mighty Current.
Ville de détention : Ningbo (province du Zhejiang)
Condamnation : 10 ans de prison pour « *divulgation de secrets d'État à l'étranger* » (février 2020), détenu depuis 2015.
Cause probable de son emprisonnement : a tenté de publier un livre sur la vie privée du président Xi Jinping.
État de santé : présente les symptômes d'une grave maladie neurologique et est empêché de consulter le médecin de son ambassade (il a obtenu la nationalité suédoise en 1996), au mépris du droit consulaire.



Wu Gan - 49 ans

Profession : défenseur des droits humains et commentateur sur Twitter.
Ville de détention : Qingliu (province du Fujian)
Condamnation : huit ans de prison pour « *incitation à la subversion* » (décembre 2017).
Cause probable de son emprisonnement : a ironisé sur la corruption des cadres du Parti communiste.
État de santé : victime de tortures et de privation de sommeil, il a perdu 15 kg en détention. Dernières nouvelles reçues en mars 2019.



Jiang Yefei - 53 ans

Profession : caricaturiste pour le site d'information *Boxun*.
Ville de détention : Chongqing (province du Sichuan)
Condamnation : Six ans et demi de prison pour « *incitation à la subversion* » et « *franchissement illégal de la frontière* » (juillet 2018).
Cause probable de son emprisonnement : a fait des dessins satiriques sur la situation des droits humains en Chine.
État de santé : aurait été torturé et aurait perdu l'usage d'un œil faute de soins.

Blocus médiatique au Xinjiang

Depuis 2016, le régime de Pékin mène, au nom de la « *lutte contre le terrorisme* », une violente campagne de répression contre la population musulmane turcophone, principalement d'ethnie ouïghoure, dans la région autonome du Xinjiang (nord-ouest), accompagnée d'un blocus médiatique sans précédent. Selon des informations largement recoupées dans la presse internationale, au moins 1 million de personnes sont détenues arbitrairement dans des « centres de formation professionnelle » aux airs de camps de concentration.

Répondant aux questions d'un journaliste du média français *L'Opinion* [à ce sujet](#), en juin 2021, l'ambassadeur de Chine à Paris, Lu Shaye, oscille entre fausse naïveté et paranoïa assumée : « *Si un « génocide » ou bien d'autres violations massives des droits de l'homme avaient vraiment eu lieu (...), comment se fait-il que personne ne les ait jamais révélés sur les réseaux sociaux ? Il y a tant de touristes étrangers, diplomates et journalistes qui visitent le Xinjiang. Bien sûr, il y a des journalistes occidentaux. Même s'ils voient des aspects positifs, ils grattent les aspects négatifs pour faire leurs reportages.* »

L'ambassadeur « oublie » de mentionner que les rares journalistes étrangers encore admis à visiter le Xinjiang sont placés sous étroite surveillance, qu'ils ne peuvent se déplacer et interviewer librement, et risquent, si leur reportage déplaît à Pékin, de voir leur nom grossir la liste noire des journalistes interdits d'accès au territoire chinois. En août 2018, **Megha Rajagopalan**, directrice du bureau de Pékin du média *Buzzfeed News*, a ainsi été [contrainte de quitter le pays](#) faute d'avoir obtenu le renouvellement de son visa. L'année précédente, elle avait publié un reportage décrivant le Xinjiang comme un « *laboratoire de pointe en matière de surveillance* ».

Les journalistes chinois osant braver la censure risquent encore davantage. Le photojournaliste **Lu Guang**, double lauréat du prix World Press, a [disparu](#) en 2018 alors qu'il s'était rendu à Urumqi, la capitale du Xinjiang, pour rencontrer des photographes locaux, et se trouve depuis, semble-t-il, en résidence surveillée. Le journaliste et universitaire ouïghour **Ilham Tohti**, récipiendaire du prix Václav Havel du Conseil de l'Europe et du prix Sakharov du Parlement européen, purge depuis 2014 une [peine de prison à vie](#) pour « *séparatisme* », tout comme sa consœur qui administrait le site *Salkin*, **Gulmira Imin**, emprisonnée depuis 2009. En octobre 2021, après avoir diffusé un [documentaire](#) sur YouTube dans lequel il identifie près de 20 centres de détention de Ouïghours dans la région, le vlogueur chinois **Guanguan** s'est quant à lui réfugié aux États-Unis par crainte de représailles.

Dans la région autonome du Xinjiang, les moindres mouvements des journalistes sont contrôlés, quand ils ne sont pas détenus.

© Johannes Eisele / AFP



Depuis le lancement de cette campagne de répression dans le Xinjiang, officiellement « *contre le terrorisme* », les autorités ont [arrêté](#) plusieurs centaines d'intellectuels ouïghours, dont de nombreux journalistes. En mai 2019, l'ONG américaine Uyghur Human Rights Project (UHRP) a [révélé](#) que le régime détenait pas moins de 58 journalistes, rédacteurs et éditeurs originaires de la région. En novembre 2021, selon le dernier décompte effectué par RSF, le nombre de journalistes ouïghours jetés derrière les barreaux s'élevait à 71, soit plus de la moitié des 127 journalistes et défenseurs de la liberté de la presse emprisonnés en Chine.



ENTRETIEN

« Le régime fait pression sur nos proches en Chine »

Journaliste au service ouïghour du média privé Radio Free Asia (RFA) financé par le Congrès américain, titulaire du prix Magnitsky des droits humains 2019 et du Prix du courage en journalisme 2020 de la Fondation internationale des femmes dans les médias (IWMF), Gulchehra Hoja témoigne des pressions que subissent les journalistes couvrant la région autonome du Xinjiang.

Quelle est la situation des médias dans la région autonome du Xinjiang ?

Ces dernières années, le blackout médiatique mis en place au Xinjiang s'est tellement durci que la plupart des informations indépendantes proviennent de médias basés hors de Chine. Étant originaires de la région et pouvant parler la langue locale, mes collègues et moi-même sommes à même de contrer la propagande du régime et d'informer le monde sur la véritable situation sur place. Parce que nous publions des informations indépendantes, le régime chinois nous voit comme une menace et tente par tous les moyens de nous faire taire.

De quel type d'attaques êtes-vous victimes ?

Comme il ne peut nous atteindre directement, le régime fait pression sur nos proches restés en Chine. Ma famille est harcelée depuis mon installation aux États-Unis, en 2001. En septembre 2017, elle a soudain cessé de communiquer avec moi sur la messagerie WeChat, et j'ai appris plus tard que mon frère avait été placé en détention en raison de mes activités de journaliste. Le 3 février 2018, mes parents et 24 autres membres de ma famille ont aussi été arrêtés. Ce n'est malheureusement pas exceptionnel : tous les membres du service ouïghour de RFA ont des membres de leur famille emprisonnés dans le but de faire pression sur eux.

Ces pressions peuvent-elles avoir un impact sur votre travail ?

Nous ne nous tairons pas, car nous sommes en quelque sorte la voix des millions de Ouïghours et autres minorités musulmanes du Xinjiang empêchés de s'exprimer. Les informations que nous publions sont capitales, car elles permettent de contrer la propagande du régime chinois et de dénoncer le génocide culturel qu'il mène actuellement dans la région.

© D.A. Peterson / U.S. State Department

Les correspondants étrangers, témoins indésirables

Un média « *médiant* » qui a « *attaqué et calomnié la Chine, s'éloignant sérieusement des standards journalistiques* » et qui produit des « *fake news* » : ce commentaire, prononcé le 29 juillet 2021 en conférence de presse par le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, Zhao Lijian, à propos de la BBC (British Broadcasting Corporation), illustre la paranoïa grandissante du régime envers les journalistes étrangers. Cette phrase était censée « justifier » les menaces proférées envers des correspondants étrangers, dont ceux de la BBC, du *Los Angeles Times* ou de Deutsche Welle, qui couvraient les inondations catastrophiques dans la province du Henan (centre), notamment par la division des jeunes du Parti communiste Chinois (PCC).

Ce n'est pas la première fois que le régime s'en prend au groupe audiovisuel public britannique, qui a vu sa licence de diffusion en Chine [révoquée](#) le 4 février 2021. Le mois suivant, **John Sudworth**, correspondant en Chine de la BBC depuis neuf ans, a été contraint de fuir le pays pour se mettre à l'abri des menaces des autorités, mécontentes de ses articles couvrant la répression visant la population musulmane ouïghoure dans la région autonome du Xinjiang. En 2017, après avoir écrit sur le système de surveillance de masse Skynet et le projet d'installation de 200 millions de caméras dans le pays, ce même journaliste avait déjà été accusé d'avoir « *des préjugés politiques et une maladie mentale* » par le média officiel *Global Times*.

La fin d'un « âge d'or »

Les correspondants étrangers en Chine n'ont jamais eu la vie facile, surtout lorsqu'ils s'intéressaient aux questions politiques ou aux droits humains. Il fut pourtant un temps, dans les décennies 1990 et 2000, où tout comme leurs confrères chinois, ils jouissaient d'une certaine liberté d'enquête et pouvaient accéder aux sources d'information nécessaires pour leur travail, officielles ou non. Pour les autorités, c'était un mal nécessaire : même s'ils contenaient parfois des informations dérangeantes, les articles des correspondants étrangers remplissaient pour la Chine un rôle indispensable : celui d'informer le monde du développement économique et social du pays, donc d'attirer les investisseurs et les partenaires commerciaux.

Déjà particulièrement violent, le harcèlement à l'encontre des correspondants étrangers s'est intensifié avec la pandémie de Covid-19.

© Thomas Peter / Reuters



Deux décennies plus tard, la situation a radicalement changé et cet « âge d'or » des journalistes étrangers en Chine est bel et bien révolu. Le régime chinois, qui a déclaré la guerre au journalisme indépendant et s'est doté d'une formidable machine de propagande dans le monde, voit les correspondants étrangers comme des témoins indésirables à faire taire. Dans son [rapport](#) annuel paru le 1^{er} mars 2021, le Club des correspondants étrangers de Chine (FCCC) dénonce l'intensification du harcèlement avec la crise sanitaire. De fait, le régime a institué un véritable système d'intimidation des journalistes étrangers basé sur la surveillance et le recours grandissant à la pratique du chantage au visa. En 2020, pas moins de 18 correspondants ont ainsi été forcés de quitter le pays.



© BBC

Pression sur les sources

Le harcèlement ne s'arrête pas aux journalistes eux-mêmes, mais touche aussi leurs collaborateurs et leurs sources. Le 7 décembre 2020, **Haze Fan**, une assistante de presse chinoise de l'agence Bloomberg, ancienne employée de CNBC, CBS News, Al Jazeera et Thomson Reuters, a ainsi été [arrêtée](#) par le Bureau de la sécurité nationale de Pékin pour « *mise en danger de la sécurité nationale* » et reste à ce jour détenue au secret et sans date de procès. Les sources d'information, indispensables aux journalistes, se font aussi de plus en plus rares et réclament presque systématiquement l'anonymat, de peur des représailles. En 2018, le professeur d'université à la retraite **Sun Wenguang**, 84 ans, une figure du mouvement prodémocratie en Chine, avait été ainsi [arrêté chez lui](#), dans la ville de Jinan (Shandong, nord), en plein milieu d'une interview téléphonique diffusée en direct à la radio Voice of America (VOA).

Le risque d'être pris en otage

Le risque d'une expulsion de Chine n'est même plus la principale préoccupation des correspondants étrangers, ceux-ci risquant désormais de servir d'otages en cas de crise politique avec leur pays. Trois journalistes étrangers d'origine chinoise sont en effet [détenus pour espionnage](#) en Chine : l'éditeur suédois **Gui Minhai**, fondateur d'une maison d'édition à Hong Kong, condamné en 2020 à 10 ans de prison, et les journalistes australiens **Yang Hengjun** et **Cheng Lei**, respectivement détenus, sans date de procès, depuis 2019 et 2020.

Le 3 septembre 2020, les correspondants australiens **Bill Birtles** (ABC News) et **Michael Smith** (*The Australian Financial Review*) ont dû se réfugier à l'ambassade d'Australie pour échapper à une arrestation après avoir enquêté sur le cas de leur consœur Cheng Lei. Les deux journalistes ont finalement pu quitter le pays le 7 septembre, non sans avoir été contraints de subir un interrogatoire de la police.

Cette pression accrue du régime chinois sur les correspondants étrangers a un fort impact sur la quantité et la qualité des informations qu'ils produisent, et limite la couverture et le décodage des événements qui se déroulent en Chine. Dans un article du magazine anglophone en ligne *ChinaFile* datant du mois d'août 2020, **Josh Chin**, ancien chef adjoint du bureau Chine du *Wall Street Journal* et expulsé en février de la même année, regrette ainsi qu'il soit devenu « *plus difficile d'apporter une touche locale qui humanise l'histoire* ».



2

HONG KONG : LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN CHUTE LIBRE

- La loi de sécurité nationale, imposée par Pékin en 2020, a donné à l'exécutif hongkongais un prétexte pour poursuivre au moins 12 journalistes et défenseurs de la liberté de la presse, dont dix restent détenus, et mettre fin à l'existence d'*Apple Daily*, le plus grand média d'opposition en langue chinoise du territoire.
- Pour complaire au régime chinois, la cheffe de l'exécutif, Carrie Lam, s'attaque aux symboles de la liberté de la presse à Hong Kong, dont le groupe public RTHK (Radio Television Hong Kong), et ferme les yeux sur les violences contre les journalistes.

Haro sur les médias indépendants

La sécurité nationale, l'obsession de Pékin

Un quart de siècle après la rétrocession de Hong Kong à la République populaire de Chine, la liberté de la presse, pourtant garantie par la Loi fondamentale (Hong Kong Basic Law), qui régit le territoire jusqu'en 2047, n'a jamais été aussi menacée. En l'espace d'une génération, le territoire a glissé de la 18^e place au Classement mondial de la liberté de la presse RSF première édition (2002) à la 80^e place (édition 2021).

Durant cette période, Pékin a [progressivement pris le contrôle](#) d'une partie des médias en langue chinoise de Hong Kong, tout en mettant en place un système de pressions indirectes sur les autres organes de presse via les annonceurs publicitaires. Le 30 juin 2020, la situation s'est encore aggravée du fait de l'adoption par le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale (la plus haute législature chinoise) d'une « *loi de la République populaire de Chine sur la sauvegarde de la sécurité nationale dans la région administrative spéciale de Hong Kong* ».

Ce texte délibérément flou, qui punit de prison à vie les crimes de « *terrorisme* », « *sécession* », « *subversion* » et « *collusion avec un pays étranger* » ouvre la porte aux arrestations et aux condamnations arbitraires sous un vernis de légalité. Pour **Keith Richburg**, directeur du Centre de journalisme et d'études des médias de l'université de Hong Kong, interrogé par la chaîne de télévision américaine CNBC en mai 2021, cette loi, qu'il compare à l'antique torture chinoise de la « mort par mille coupures », condamne la liberté de la presse à une disparition lente mais inéluctable.

Depuis l'adoption de la loi de sécurité nationale, 12 journalistes et défenseurs de la liberté de la presse ont déjà été poursuivis pour « crimes contre l'État ».

© Anthony Wallace / AFP



Des « crimes » passibles de prison à vie

La loi de sécurité nationale, entrée en vigueur dès sa promulgation, aussi ambiguë et imprécise dans sa version originale chinoise que dans sa traduction anglaise, semble pouvoir s'appliquer à tout journaliste traitant de la région administrative spéciale de Hong Kong, qu'il réside ou non sur le territoire (article 38).

Elle prévoit une peine maximale de prison à vie dans le cas d'un procès à Hong Kong et, bien que n'employant jamais le mot « extradition », elle ouvre la possibilité d'un procès en République populaire de Chine (article 55), où les crimes contre la sécurité nationale sont passibles de la peine de mort. La loi prévoit enfin de tenir certains procès à huis clos (article 41).

Pour faire appliquer la nouvelle loi, le régime de Pékin a mis en place à Hong Kong un Bureau de sauvegarde de la sécurité nationale (article 48), habilité à surveiller l'activité des médias et des correspondants étrangers (article 54), et a créé le Comité de sauvegarde de la sécurité nationale (article 12), avec des pouvoirs de police non soumis aux juridictions locales (article 14), ce qui lui permet de se livrer sans freins à l'intimidation et la surveillance des journalistes et de leurs sources.

Un projet plusieurs fois ajourné

Dans les années 1990, quand Hong Kong est devenue la principale porte d'accès à l'information sur la Chine, ses reporters enquêtant sur le continent s'exposaient déjà à des accusations de « *crimes contre l'État* ». En 1994, **Xi Yang**, un journaliste du quotidien *Ming Pao*, avait ainsi été condamné à 12 ans de prison pour « *vol de secrets financiers d'État* » après avoir divulgué la stratégie boursière de la Banque centrale de Chine. À la suite de cette condamnation, les journalistes de Hong Kong avaient organisé une série de manifestations.

En 2002, tout juste cinq ans après la rétrocession de Hong Kong par le Royaume-Uni à la Chine, l'exécutif hongkongais, sous la pression de Pékin, a [tenté une première fois](#) de proposer au Conseil législatif l'adoption d'une loi de sécurité nationale punissant de la prison à vie les crimes contre l'État. Le projet est vite retiré après une manifestation qui rassembla un demi-million de Hongkongais, inquiets de l'impact qu'une telle réglementation pourrait avoir sur leurs libertés politiques et religieuses, et sur la liberté de la presse.

En 2014, les Hongkongais [descendent de nouveau dans la rue](#) pour réclamer plus de démocratie, dont l'élection du Conseil législatif au suffrage universel : c'est le mouvement dit « des parapluies », durant lequel le quartier d'affaires Central sera occupé pacifiquement durant 79 jours, avant que les protestataires ne soient violemment chassés par la police. Le régime de Pékin, qui craint de perdre un jour le contrôle de Hong Kong, se remet à plancher avec l'exécutif hongkongais sur un futur projet de réglementation sécuritaire.

Passage en force

Début 2019, la cheffe de l'exécutif nouvellement nommée, Carrie Lam, se lance dans une campagne de promotion d'un nouveau texte, le « *Projet de loi sur les délinquants fugitifs et l'entraide judiciaire en matière pénale (amendement) 2019* » (aussi appelé loi d'extradition), qui [autoriserait l'extradition](#) de résidents ou de visiteurs accusés d'un crime en Chine. Bien que le projet de loi exclue en théorie les crimes politiques, économiques et les cas dans lesquels les droits humains risqueraient d'être bafoués, les Hongkongais craignent que leurs représentants ne soient pas en mesure de s'opposer aux demandes de Pékin, notamment dans le cas d'activistes ou de journalistes.

Au printemps, les Hongkongais reprennent les manifestations. Le 9 juin, ils sont 1 million ; le 16 juin, entre 1,5 million et 2 millions, presque un actif sur deux, du jamais vu dans ce territoire de près de 7,5 millions d'habitants. L'exécutif hongkongais est contraint, une nouvelle fois, d'abandonner le projet. Pour le régime de Pékin, c'est une humiliation de trop. En pleine crise sanitaire provoquée par la pandémie de Covid-19, il adopte lui-même une [loi de sécurité nationale](#) qu'il imposera à la région administrative spéciale au mépris de son autonomie, en théorie garantie jusqu'en 2047 selon le principe « un pays, deux systèmes ».

GRAND ANGLE

Quatre crimes contre l'État

La quatre « crimes contre l'État » prévus par la loi de sécurité nationale sont formulés d'une manière tellement floue que toutes les interprétations sont possibles pour faire taire les journalistes.

« Collusion avec un pays étranger ou avec des éléments extérieurs pour mettre en danger la sécurité nationale »

- **Peine maximale** : emprisonnement à perpétuité.
- **Définition** : se livrer à des « activités hostiles » ou provoquer la « haine » envers la Chine en « fournissant des secrets d'État ou des renseignements », « conspirant avec un pays ou une institution étrangers », « recevant directement ou indirectement des instructions » d'un pays ou d'une organisation étrangers.
- **Précédents en Chine** : la propagande de Pékin présente systématiquement les médias étrangers comme des agents du gouvernement travaillant à promouvoir les intérêts de l'État où ils ont leur siège. En 2020, au moins 18 journalistes travaillant pour des médias étrangers ont été [expulsés](#) de Chine. En 2021, au moins trois journalistes étrangers sont détenus par le régime chinois sous l'accusation d'[espionnage](#).
- **Application à Hong Kong** : le fondateur du quotidien indépendant *Apple Daily*, **Jimmy Lai**, est inculpé de ce crime en 2020. L'année suivante, six employés d'*Apple Daily*, dont des journalistes, sont [accusés d'avoir comploté](#) avec lui « pour s'entendre avec des forces étrangères ». En janvier 2020, la cheffe de l'exécutif de Hong Kong, Carrie Lam, insinue que les médias étrangers, et même les médias de Hong Kong fondés par des résidents étrangers, pourraient être des agents de gouvernements occidentaux.

« Subversion »

- **Peine maximale** : emprisonnement à perpétuité.
- **Définition** : « renverser ou saper » le « système de base » de la Chine ou sérieusement « interférer, perturber ou saper » l'exercice des fonctions du pouvoir central en Chine ou du corps du pouvoir à Hong Kong.
- **Précédents en Chine** : au moins 13 journalistes sont détenus pour « subversion du pouvoir de l'État » et « incitation à la subversion ».
- **Application à Hong Kong** : les deux défenseuses de la liberté de la presse **Claudia Mo** et **Gwyneth Ho Kwai-Lam** ont été [arrêtées](#) en 2021 en vertu de ce crime pour avoir soutenu la démocratie et la liberté de la presse sur le territoire. Les journalistes qui rapportent des événements en faveur de l'indépendance ou citent des militants indépendantistes, ainsi que ceux qui écrivent des articles d'opinion critiques ou des articles d'enquête concernant le régime chinois pourraient être inculpés de ce crime.



Le journaliste Victor Mallet, expulsé de Hong Kong en 2018 pour avoir modéré un débat donnant la parole à un indépendantiste, aurait pu être accusé de « sécession » si la loi de sécurité nationale avait déjà été en vigueur.

© Paul Yeung

« Sécession »

- **Peine maximale** : emprisonnement à perpétuité.
- **Définition** : « saper l'unification nationale » et « séparer Hong Kong » de la Chine.
- **Précédents en Chine** : sur le continent, ce crime est souvent confondu avec le « séparatisme » et s'étend à tout individu ou groupe faisant la promotion des cultures et des langues régionales telles que les Ouïghours et les Tibétains. Le journaliste et universitaire **Ilham Tohti** a été condamné à la [réclusion à perpétuité](#) pour « séparatisme » en 2014.
- **Application à Hong Kong** : en vertu de la loi de sécurité nationale, tout journaliste écrivant sur l'identité culturelle de Hong Kong ou le mouvement indépendantiste peut désormais être accusé de « séparatisme ». **Victor Mallet**, rédacteur pour le *Financial Times*, qui a été [expulsé de Hong Kong](#) en 2018 pour avoir été le modérateur d'un débat organisé par le Club des correspondants étrangers (FCCHK) mettant en vedette un militant indépendantiste, aurait pu être accusé de ce crime si la loi avait déjà été adoptée à cette époque.

« Activités terroristes »

- **Peine maximale** : emprisonnement à vie.
- **Définition** : « causer ou avoir l'intention de causer un préjudice grave à la société » en commettant « des activités qui mettent gravement en péril la santé publique, la sûreté ou la sécurité ».
- **Précédents en Chine** : au moins 71 journalistes sont actuellement détenus pour des motifs liés au terrorisme dans le cadre de la répression menée par Pékin contre le groupe ethnique ouïghour dans la région autonome du Xinjiang. **Wahitjan Osman**, rédacteur en chef de la maison d'édition ouïghoure Xinjiang Education Press, est détenu depuis 2016 pour avoir promu le « séparatisme et l'idéologie terroriste ».
- **Application à Hong Kong** : comme le régime chinois et l'exécutif de Hong Kong qualifient souvent le mouvement prodémocratie de terrorisme, les journalistes qui font des reportages sur les lieux de manifestations peuvent désormais être poursuivis en vertu de la loi de sécurité nationale comme ayant commis un acte de terrorisme. Et tout comme en Chine, les reporters étrangers qui rendent compte de manifestations pourraient être arrêtés ou expulsés pour « soutien au terrorisme ».

Les journalistes, nouvelles bêtes noires de l'exécutif



© Anthony Wallace / AFP

Le 29 mai 2023, **Wong Ka-ho**, le rédacteur en chef du journal étudiant de l'université de la ville de Hong Kong, et **Ma Kai-chung**, un reporter du média en ligne *Passion Times*, devront comparaître devant une cour criminelle pour répondre du crime de « [participation à une émeute](#) », passible de sept ans de prison. Les deux journalistes avaient été interpellés le 1^{er} juillet 2019, alors qu'ils couvraient l'incursion d'un groupe de manifestants dans l'enceinte du Conseil législatif de Hong Kong, en marge de manifestations contre la loi d'extradition qui avaient rassemblé plus d'un demi-million de personnes. Le fait qu'ils se retrouvent aujourd'hui sur le banc des accusés pour la simple raison d'avoir fait leur métier est une nouveauté qui en dit long sur le récent déclin de la liberté de la presse à Hong Kong. Au dernier décompte, pas moins de 12 journalistes et défenseurs de la liberté de la presse hongkongais sont poursuivis pour des crimes contre l'État, dont 10 placés en détention, et 4 autres sont poursuivis pour des crimes non liés à la sécurité nationale.

Le reporter indépendant **Wilson Li Chung-chak**, collaborateur de la chaîne de télévision britannique ITV, a été le premier journaliste hongkongais arrêté en vertu de la loi de sécurité nationale, un mois seulement après son entrée en vigueur. Libéré sous caution, il est toujours poursuivi pour « *collusion avec des forces étrangères* ». **Jimmy Lai**, fondateur du quotidien *Apple Daily*, fermé depuis par le gouvernement, n'a pour sa part pas eu la chance d'être libéré sous caution et reste à ce jour détenu sous l'accusation de « *complot en vue d'une entente avec des forces étrangères* », tout comme [six anciens employés du groupe](#) : le directeur général **Cheung Kim-hung**, le directeur de la publication **Lam Man-chung**, le directeur adjoint de la publication **Chan Pui-man**, le rédacteur en chef **Ryan Law Wai-kwong** et les éditorialistes **Fung Wai-kong** et **Yeung Ching-kee** (respectivement connus sous leurs noms de plume Lo Fung et Li Ping).



Les reporters peuvent désormais être arrêtés pour la simple raison d'avoir fait leur travail.

© Stand News

Parmi les victimes de la loi de sécurité nationale se trouvent aussi deux défenseures célèbres de la cause du journalisme indépendant à Hong Kong, toutes deux [détenues](#) pour « *conspiration en vue de commettre la subversion* » : **Claudia Mo**, ancienne journaliste et ancienne députée, et **Gwyneth Ho Kwai-lam**, ancienne journaliste du site d'information *Stand News*, qui avait diffusé en direct une vidéo témoignant de la violence d'une attaque perpétrée par une bande mafieuse pro-Pékin contre des manifestants, des journalistes et des passants à la station de métro Yuen Long, le 21 juillet 2019.

En parallèle, le gouvernement de Hong Kong a aussi remis en service une disposition sur la sédition datant de l'époque coloniale britannique et tombée en désuétude depuis les années 1970 pour poursuivre l'animateur de radio **Wan Yiu-sing**, connu sous le pseudonyme de Giggs. Détenu depuis novembre 2020, le journaliste s'est vu deux fois refuser une libération sous caution et risque une peine de 14 ans de prison.

Même la vénérable Association des journalistes de Hong Kong (HKJA), fondée en 1968, subit désormais les attaques du gouvernement pour avoir osé prendre fait et cause pour les journalistes persécutés. En septembre 2021, le Secrétaire à la sécurité et ancien chef de la police Chris Tang l'a ainsi accusée « *d'infiltrer les écoles* » et « *d'embrigader les étudiants en journalisme* ».



Pour avoir soutenu la démocratie et la liberté de la presse, l'ancienne journaliste et députée Claudia Mo encourt la réclusion à perpétuité.

© Peter Parks / AFP

GRAND ANGLE

Jimmy Lai, prix RSF, risque la perpétuité

Jimmy Lai, fondateur du quotidien *Apple Daily* et lauréat du Prix RSF de la liberté de la presse 2020, se bat depuis trois décennies pour la liberté de la presse à Hong Kong. Détenue depuis décembre 2020, il a été l'une des premières personnalités visées par la loi de sécurité nationale, en vertu de laquelle il risque la perpétuité.

« Il est de notre responsabilité, en tant que journalistes, de demander justice », écrit Jimmy Lai, 73 ans, depuis sa cellule de prison, le 12 avril 2021. Pressentant de nouvelles attaques contre le quotidien *Apple Daily*, dont il est le fondateur et que le gouvernement de Hong Kong fera fermer deux mois plus tard, il appelle l'équipe du média à « garder la tête haute ».

Jimmy Lai, lauréat du Prix RSF de la liberté de la presse 2020, est un soutien historique de la liberté de la presse à Hong Kong. Il a été l'une des premières personnalités visées par la loi de sécurité nationale, en vertu de laquelle il risque la prison à perpétuité. Détenue depuis décembre 2020, il est sous le coup de multiples charges qui lui ont valu d'être déjà condamné à 20 mois de prison pour « organisation » et « participation » à trois manifestations « non autorisées ».

Réfugié à Hong Kong à l'âge de 12 ans, alors que la Chine maoïste fait face à l'une des famines les plus meurtrières de son histoire, Jimmy Lai apprend l'anglais en autodidacte tout en travaillant dans des magasins de vêtements. En 1981, il fonde la marque de vêtements Giordano, qui se développe rapidement à l'international et fera plus tard sa fortune. Le massacre de la place Tian'anmen, le 4 juin 1989, détermine son engagement pour la démocratie et la liberté de la presse. En 1990, il lance le magazine hebdomadaire en langue chinoise *Next Magazine* puis, en 1995, le quotidien *Apple Daily*.

Jimmy Lai et les médias qu'il a fondés ont été la cible d'un harcèlement constant de la part des autorités et de plusieurs actions criminelles. En 2013, son domicile est visé par une attaque à la voiture-bélier, les assaillants laissant une hache et une machette en guise d'avertissement. En 2015, des individus masqués lancent des cocktails Molotov contre son domicile et le siège du journal. En 2019, durant les manifestations contre la loi d'extradition, Jimmy Lai est encore agressé dans la rue et son domicile subit de nouvelles tentatives d'incendie.

© Isaac Lawrence / AFP



« Sous une pluie battante, les Hongkongais disent adieu à *Apple Daily* ». La dernière édition du quotidien a été tirée à un million d'exemplaires.

© Apple Daily

La mise à mort d'Apple Daily

Au petit matin du 17 juin 2021, quelque 500 policiers encerclent le siège du groupe de presse Next Media, dont le quotidien *Apple Daily* est l'un des titres imprimés les plus populaires à Hong Kong. Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, il ne s'agit pas pour la police de protéger les journalistes d'une alerte à la bombe ou d'une attaque terroriste. Le [coup de filet](#), orchestré par l'exécutif hongkongais sur ordre de Pékin, a pour cible le groupe de presse lui-même.

La police force les journalistes à quitter la salle de rédaction, saisissant au passage leurs ordinateurs, téléphones et autres appareils électroniques. En parallèle, les principaux dirigeants du journal sont arrêtés à leur domicile. L'après-midi, le gouvernement annonce le gel des actifs de Next Digital, la société mère d'*Apple Daily*, une mesure qui condamne le quotidien à une disparition rapide en l'empêchant de payer ses employés et ses fournisseurs.

Une semaine plus tard, le 24 juin, *Apple Daily* publie sa dernière édition. Elle atteindra, en fin de journée, le tirage record d'un million d'exemplaires, un véritable raz-de-marée dans un territoire qui compte un peu moins de 7,5 millions d'habitants. Beaucoup ont fait la queue toute la nuit devant le kiosque à journaux en signe de solidarité avec ce quotidien que certains lisent depuis 26 ans et qui en est venu à représenter la liberté de la presse dans l'ancienne colonie britannique. C'est ce soutien populaire qui, jusque-là, avait permis à *Apple Daily* de résister en dépit du harcèlement constant et de l'incarcération, en décembre 2020, de son fondateur, Jimmy Lai.

Trois mois après la fermeture d'*Apple Daily*, début septembre 2021, Next Digital, a déposé le bilan, son conseil d'administration a démissionné pour faciliter le processus et le gouvernement a saisi les tribunaux pour demander la liquidation des derniers actifs du groupe.



© Anthony Wallace / AFP

GRAND ANGLE

Partir ou risquer la prison, le dilemme des journalistes hongkongais

Selon un sondage mené en juin 2021 par le Club des correspondants étrangers (FCCHK), près de la moitié des journalistes basés à Hong Kong envisagent de quitter le territoire. Partir ou risquer la prison, un choix cornélien à propos duquel certains d'entre eux se sont confiés à RSF.

Deux jours après l'arrestation d'un commentateur d'*Apple Daily* à l'aéroport de Hong Kong, le 27 juin 2021, **Kris Cheng**, ancien directeur éditorial du média en ligne *Hong Kong Free Press*, connu pour son franc-parler, a pris la douloureuse décision de quitter le territoire : « Cette arrestation a terrifié les journalistes. Pour moi, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. » Le journaliste vit désormais au Royaume-Uni, où il est pigiste pour le média Voice of America. Distance et décalage horaire obligent, Kris Cheng ne couvre quasiment plus l'actualité hongkongaise, qu'il trouve de toute manière trop morose : « Malheureusement, la plupart des informations en provenance de Hong Kong concerne aujourd'hui des personnes poursuivies devant les tribunaux. »

La journaliste d'investigation **Bao Choy** (en photo, au centre-droit), [condamnée](#) en avril 2021 à payer une amende pour de prétendues fausses déclarations lors de la préparation d'un documentaire qui mettait l'accent sur l'inaction de la police lors d'une attaque perpétrée par une bande mafieuse pro-Pékin contre des manifestants, des journalistes et des passants, a pour sa part accepté une bourse de journalisme aux États-Unis. Une pause « plus que bienvenue », mais en aucun cas un exil définitif : « En tant que journaliste, je ne peux pas quitter définitivement Hong Kong juste parce que je risque d'être arrêtée. C'est encore possible pour les journalistes de faire leur travail. »

Pour le président de l'Association des journalistes de Hong Kong (HKJA), **Ronson Chan**, le dilemme auquel les journalistes sont confrontés est loin d'être évident à trancher : « Beaucoup sont préoccupés par l'avenir de leur famille et veulent éviter de nouvelles souffrances dans un climat politique qui s'aggrave, mais certains ne savent pas ce qu'ils pourraient faire en tant que journalistes dans un pays étranger. » La pandémie de Covid-19, qui a amené de nombreux territoires à imposer des restrictions de voyage, a aussi réduit le nombre de destinations potentielles.

Alors que la plupart des journalistes craignent pour leur avenir, beaucoup refusent d'abandonner Hong Kong à son sort : « On est constamment confrontés à la tentation de l'autocensure, mais on se bat », explique le rédacteur en chef d'un site d'information en ligne sous le couvert de l'anonymat. « Nous allons voir au jour le jour quels compromis nous devons faire pour assurer la longévité de nos opérations et la sécurité du personnel, tout en gardant intacts notre code d'éthique, nos normes journalistiques et notre mission. »



© Anthony Wallace / AFP

Deux décennies de recul de la liberté de la presse

Chronique d'un déclin annoncé

Le 1^{er} juillet 1997, lorsque le Royaume-Uni rétrocède Hong Kong à la Chine, beaucoup de résidents hongkongais craignent que celle-ci ne respecte pas la liberté de la presse dont ils jouissaient depuis les années 1980, bien que ce droit soit inscrit dans la Loi fondamentale de la région administrative spéciale, conformément au principe d'« un pays, deux systèmes ».

L'année précédente, Lu Ping, directeur du Bureau des affaires de Hong Kong et de Macao auprès du Conseil des affaires d'État, avait ainsi prévenu qu'après la rétrocession, les journalistes ne pourraient plus prôner « deux Chines », « la Chine et Taïwan » ou « l'indépendance de Hong Kong », laissant penser que des mesures répressives étaient déjà en préparation. Tung Chee-hwa, futur chef de l'exécutif, n'avait pas non plus contribué à rassurer les Hongkongais lorsqu'il avait affirmé que, dans la société chinoise, « l'ordre » était plus important que les « droits individuels ».

« Un effort conscient, délibéré et sincère »

Au grand soulagement de tous, dans les semaines qui ont suivi le retour de Hong Kong à la Chine, peu de choses ont changé et les médias ont pu poursuivre leurs activités sans déroger à leur habituelle indépendance vis-à-vis du gouvernement. Un mois après la rétrocession, lors d'un séminaire sur la liberté des médias dans le Hong Kong postcolonial, **Tim Hamlett**, maître de conférences en journalisme à l'université baptiste de Hong Kong, a reconnu que le gouvernement central faisait « un effort conscient, délibéré et sincère pour laisser Hong Kong à lui-même », même s'il doutait que cela ne dure. La bonne volonté apparente de Pékin laisse beaucoup de journalistes [sceptiques](#).

En septembre 1997, deux mois seulement après la rétrocession, la commission du ministère chinois des Affaires étrangères à Hong Kong tente de nouveau d'apaiser les inquiétudes des résidents en réitérant son engagement à ne pas « interférer avec les activités normales de reportage des journalistes locaux et étrangers ». Dans un rapport publié à l'époque, le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), organisation de défense de la liberté de la presse, admet d'ailleurs que la répression contre les médias tant redoutée n'avait jusqu'à présent « pas été réalisée », tout en mettant en garde contre un risque croissant d'« autocensure » qui pourrait menacer, à terme, la liberté de la presse à Hong Kong.

La situation restera sensiblement la même durant toute la première décennie du millénaire. En 2003, lorsqu'un demi-million de Hongkongais descendent dans la rue pour exiger l'abandon d'un premier projet de loi de sécurité nationale, la presse peut faire son travail sans trop d'entraves, le quotidien *Apple Daily* se révélant même être un [acteur majeur](#) de la contestation avec, en une, le slogan « Rendez-vous dans la rue ».

Le quotidien SCMP racheté par Alibaba

En 2012, l'inquiétude gagne le quotidien anglophone *South China Morning Post* (SCMP) lorsque Wang Xiangwei, journaliste de Chine continentale et membre de la Conférence consultative politique du peuple chinois, est nommé rédacteur en chef. Le rachat du média, trois ans plus tard, par le conglomérat Alibaba Group Holdings, fondé par l'homme d'affaires chinois Jack Ma, à l'époque très proche du Parti communiste chinois, ne fera rien pour dissiper les craintes des journalistes.

Le chef de l'exécutif réclame « des excuses »

Le mandat du troisième chef de l'exécutif, Leung Chun-ying, plus connu sous le nom de C.Y. Leung, entre 2013 et 2017, a connu une nette dégradation des rapports entre les autorités et la presse. Dès la première année de sa prise de fonctions, ce dernier n'a pas hésité à exiger une lettre d'excuses après la publication, dans le *Hong Kong Economic Journal*, d'un article évoquant ses liens présumés avec des groupes criminels organisés. Il s'illustrera dans [de nombreuses autres attaques](#) verbales contre la presse indépendante, dont le quotidien *Apple Daily*.

En 2014, les journalistes hongkongais sont pour la première fois la cible de violences policières à grande échelle, lorsque la police disperse le mouvement prodémocratie « des parapluies », faisant plus de 2 000 blessés, dont une trentaine de journalistes. Les attaques physiques contre la presse, qu'elles soient perpétrées par la police ou par des bandes mafieuses pro-Pékin, ne s'arrêteront plus. À partir de cette date, C.Y. Leung et sa successeuse Carrie Lam entrent aussi dans une guerre ouverte contre les médias indépendants et n'auront de cesse de réduire leur influence et leur capacité à couvrir les mouvements de contestation dans le territoire.



Le 30 juin 1997, l'île de Hong Kong est rétrocédée à la Chine par le Royaume-Uni. Un quart de siècle plus tard, la liberté de la presse du territoire a dramatiquement chuté, confirmant les craintes initiales des Hongkongais.

© Paul Lakatos / AFP

GRAND ANGLE

Le groupe audiovisuel public RTHK gangrené par la censure

Le radiodiffuseur public Radio Television Hong Kong (RTHK), dont l'indépendance éditoriale faisait autrefois la fierté des Hongkongais, est désormais confronté à la censure à grande échelle sous la coupe de son nouveau directeur des programmes.

Depuis le 1^{er} mars 2021, jour de [l'entrée en fonction](#) de Patrick Li au poste de directeur des programmes de RTHK, au moins douze émissions ont été déprogrammées à la dernière minute et plus de 200 programmes d'archives ont été supprimés du compte YouTube du groupe audiovisuel public. Un épisode de l'émission politique « LegCo Review » incluant des images d'un rassemblement de commémoration du massacre de Tian'anmen a aussi été retiré des archives de RTHK pour avoir été diffusé « sans l'accord » de Patrick Li.

Ce bureaucrate sans aucune expérience dans le domaine des médias, devenu un véritable commissaire politique chapeautant RTHK, a mis en place un système de censure dans ce groupe réputé jusqu'alors pour ses enquêtes audacieuses, y compris en ce qui concerne les politiques publiques. Non content de sabrer les programmes qui lui déplaisent, il a aussi menacé de réduire de moitié le salaire des employés ayant participé à la production de contenus qu'il jugerait impropres à la publication.

En septembre 2021, le groupe audiovisuel a adopté une directive demandant aux journalistes de « soutenir le gouvernement dans la sauvegarde de la sécurité et des intérêts nationaux », de ne pas « provoquer ou aggraver la haine, la discrimination ou l'hostilité » envers l'exécutif hongkongais et les autorités chinoises, mais aussi d'éviter tout contact avec « des gouvernements étrangers ou des organisations politiques ». Le groupe a également établi un partenariat avec le groupe audiovisuel d'État chinois China Media Group en août 2021, afin d'entretenir le « patriotisme » des téléspectateurs.

L'arrivée de Patrick Li à la tête du groupe a entraîné la démission d'au moins quatre employés historiques de la chaîne : les producteurs exécutifs **Fong Hiu-shan**, **Liu Wai-ling** et **Doris Wong**, et la journaliste primée **Yvonne Tong**. La journaliste **Nabela Qoser**, connue pour ses questions sans concession aux membres du gouvernement, s'est aussi vu refuser le renouvellement de son contrat.

Steve Vines, un journaliste et commentateur politique britannique chevronné qui contribuait aux programmes de RTHK depuis plus de trois décennies, a aussi quitté Hong Kong en août 2021, à la suite de la décision du groupe de supprimer « The Pulse », son célèbre talk-show en anglais : « *Personne de sensé ne peut encore dire que Hong Kong est un endroit sûr pour les journalistes.* »



© RTHK / Capture d'écran



Les reporters confrontés à la violence physique

En ce 12 juin 2019, en plein cœur des manifestations prodémocratie, l'ambiance du point de presse quotidien de la police de Hong Kong est particulièrement tendue. Tous les journalistes présents se sont en effet donné le mot pour arborer le casque et la « tenue de combat » qu'ils sont obligés de porter pour se protéger des [violences policières](#), de plus en plus systématiques et à l'origine de centaines de blessés dans leurs rangs. Des exactions [largement documentées](#) par l'Association des journalistes de Hong Kong (HKJA), mais que la police a toujours démenties.

Balles de défense, canons à eau, gaz lacrymogènes, matraques, menottes et insultes : tel est désormais le quotidien des journalistes qui couvrent les manifestations. Dans ce territoire qui fut longtemps un modèle de liberté de la presse dans le monde, la police semble avoir définitivement abandonné sa relative retenue, héritage de l'époque coloniale britannique, pour adopter la méthode de maintien de l'ordre en vogue dans le reste de la Chine : cogner dans le tas, sur les manifestants comme sur les journalistes.

Délibérément aspergés de spray au poivre

Les journalistes hongkongais, qui autrefois privilégiaient les vêtements légers et confortables pour arpenter cette ville futuriste au climat tropical, ont bien vite dû s'adapter. Le nouveau style vestimentaire, plus radical, ressemble davantage à la tenue de chantier qu'au bon chic bon genre, et inclut chaussures de sécurité, masque étanche, gilet réfléchissant et masque à gaz : des protections devenues indispensables à leur travail, tant le risque d'une blessure ou de lésions respiratoires est devenu important.

En septembre 2019, une journaliste travaillant pour le média en langue indonésienne *Suara Hong Kong News*, **Veby Mega Indah**, a ainsi perdu définitivement la vue de son œil droit après avoir été [touchée par une balle en caoutchouc](#). En novembre de la même année, un tir de canon à eau a entraîné une lésion cérébrale chez un journaliste du média en ligne *Mad Dog Daily*, nécessitant une intervention chirurgicale d'urgence. On a aussi vu des policiers aspergeant délibérément la presse de spray au poivre ou tirant des projectiles sur des groupes de journalistes dûment identifiés comme tels. En mai 2020, un officier de police a même étranglé durant près de 20 secondes une photojournaliste d'*Apple Daily*, déjà entravée et placée sous sa garde.



Attaques mafieuses

Aux violences commises par la police s'ajoutent celles des factions pro-Pékin, qui n'hésitent pas à faire appel aux mafias locales pour régler leurs comptes avec la presse. En mars 2014, au début du mouvement prodémocratie dit « des parapluies », le journaliste **Kevin Lau**, à cette époque rédacteur en chef du quotidien *Ming Pao*, avait été gravement blessé à coups de hachette. Les assaillants ont, depuis, été jugés et condamnés, mais jamais leurs commanditaires. Plusieurs attaques criminelles avaient aussi visé les médias prodémocratie, dont *Apple Daily* et son fondateur, **Jimmy Lai**.

En juillet 2019, la journaliste **Gwyneth Ho Kwai-lam** a été à la fois témoin et victime d'un assaut à grande échelle perpétré par une bande mafieuse pro-Pékin contre des manifestants, des journalistes et des passants à la station de métro Yuen Long. Diffusant en direct l'attaque en vidéo, elle a été battue par les assaillants, qui l'ont laissée avec un bras ensanglanté. Trois autres journalistes travaillant pour *Apple Daily* et la chaîne d'information Now News ont également été blessés dans l'attaque.

En mai 2021, la journaliste **Sarah Liang**, du quotidien *Epoch Times*, a été frappée à plusieurs reprises aux jambes avec une batte de baseball par deux hommes près de son immeuble résidentiel. L'entrepôt du journal avait déjà été [pris d'assaut](#) un mois plus tôt par quatre individus armés, qui avaient menacé les employés et endommagé la principale presse à imprimer. Deux ans auparavant, il avait été la cible d'un incendie criminel qui, heureusement, n'avait pas fait de victimes.



Balles de défense, canons à eau, gaz lacrymogènes : le nouveau quotidien des journalistes qui couvrent les manifestations à Hong Kong.

© Isaac Lawrence / AFP
© Philip Fong / AFP
© Nasha Chan / Initium Media



© Anthony Wallace / AFP

Le double discours de Carrie Lam

En 2017, Carrie Lam est élue sans surprise à la fonction de cheffe de l'exécutif par un collège électoral en grande partie acquis au régime Pékin, qui soutient sa candidature. Cette haute fonctionnaire un peu terne, dont l'expérience se borne à 37 années de service dans l'univers climatisé de l'administration hongkongaise, succède au très impopulaire C.Y. Leung, qui s'était illustré par des attaques répétées contre les médias. Une des premières décisions prises par Carrie Lam est [d'ouvrir les conférences](#) de presse du gouvernement aux médias indépendants en ligne, une mesure réclamée depuis longtemps par les journalistes. On pourrait presque espérer une embellie pour la liberté de la presse.

Malheureusement, Carrie Lam ne tarde pas à révéler son vrai visage : celui d'une marionnette du régime de Pékin, dont elle ne cessera de défendre et de mettre en œuvre les politiques liberticides au nom du « patriotisme », tout en affirmant à corps et à cri que les Hongkongais n'ont rien perdu de leurs libertés. Début 2019, elle tente ainsi de faire adopter une loi qui aurait permis [l'extradition en Chine](#), entre autres, de journalistes, déclenchant des manifestations d'une ampleur inédite à Hong Kong qui la forcent à abandonner le projet. Au cours de ces rassemblements, de nombreux journalistes subissent des violences physiques de la part des policiers, ce que Carrie Lam a toujours refusé de reconnaître.

Langue de bois

Le 12 août 2019, [en réponse à une lettre de RSF](#) qui dénonçait les violences et suggérait des solutions pour sortir de la crise, Carrie Lam prétend reconnaître « l'importance vitale de la circulation libre et sans entrave de l'information, et d'un environnement médiatique libre et ouvert, pour le succès de Hong Kong dans le passé, le présent et l'avenir ». Elle ne parvient néanmoins pas à rassurer lorsqu'elle affirme, contre toute évidence, que « la police respecte la liberté de la presse et les droits des médias de rendre compte d'événements et d'incidents publics » et que « les journalistes de Hong Kong ne sont pas inculpés ni emprisonnés pour avoir écrit des articles, réalisé des reportages télévisés ou pris des photos ».

Moins d'un an après cette profession de foi, le 30 juin 2020, Carrie Lam se félicite publiquement de l'adoption par Pékin d'une loi qui lui permet d'intervenir directement au sein du territoire au mépris de son autorité de cheffe de l'exécutif, afin de punir de la prison à vie ceux que le régime considère responsables de crimes contre l'État, dont les journalistes.

Justifier l'injustifiable

Carrie Lam invoquera d'ailleurs cette loi quelques mois plus tard pour orchestrer le harcèlement judiciaire du fondateur du journal *Apple Daily*, Jimmy Lai, de l'ancienne députée et ancienne journaliste **Claudia Mo**, ainsi que de 12 autres journalistes poursuivis pour « crimes contre l'État ». La loi servira aussi de prétexte pour geler les actifs financiers d'*Apple Daily*, le forçant à mettre la clé sous la porte fin juin 2021. Ce que le gouvernement reproche à ce quotidien, explique-t-elle benoîtement, n'est pas « d'être un média ou de publier des informations », mais de « mettre en danger la sécurité nationale » en refusant la censure de Pékin et en permettant aux mouvements d'opposition de s'exprimer.

Les discours de Carrie Lam, contrainte au grand écart permanent pour justifier l'injustifiable, en viennent à prendre des accents surréalistes : « Critiquer le gouvernement de Hong Kong n'est pas un problème, mais s'il y a une intention d'organiser des actions incitant à la subversion du gouvernement, alors bien sûr, c'est différent. (...) Nos amis des médias devraient être capables de faire la distinction entre les deux. » Or, la loi de sécurité nationale elle-même ne définissant nulle part où finit la critique et où commence la subversion, le seul moyen pour les journalistes de se garantir de toute accusation semble être... de mettre fin à toute critique.

Un patient détricotage

L'air de ne pas y toucher, Carrie Lam détricote patiemment tout ce qui faisait la substance de la liberté de la presse à Hong Kong. En 2021, pour prendre le contrôle éditorial du groupe audiovisuel public Radio Television Hong Kong (RTHK), elle nomme un directeur des programmes qui met en place un [système de censure](#) et lui offre, en échange de bons procédés, son propre talk show diffusé quotidiennement durant un mois.



Pour promouvoir ses politiques répressives sans se confronter aux questions des journalistes, Carrie Lam a, durant un mois, animé son propre talk show quotidien à l'antenne de la chaîne publique RTHK.

© RTHK / Capture d'écran

Son administration rétropédale aussi au sujet des accréditations de presse, qu'elle réserve désormais aux médias « *reconnus internationalement* » – ce qui, en l'absence d'une définition claire, relève du pur arbitraire et exclut de fait les médias indépendants, les journalistes freelance et la presse étudiante. En septembre 2021, les deux vétérans du journalisme en ligne hongkongais, *Stand News* et *Citizen News*, se sont ainsi vu refuser l'accès aux célébrations de la fête nationale chinoise.

Enfin, Carrie Lam introduit à Hong Kong la pratique, très en vogue à Pékin, du [chantage au visa](#) pour les journalistes étrangers. Dès 2018, elle fait ainsi expulser **Victor Mallet**, un journaliste du *Financial Times* qui avait modéré un déjeuner-débat du Club des correspondants étrangers (FCCHK) donnant la parole à un militant indépendantiste. En 2020, elle fait aussi rejeter les demandes de visa du correspondant à Pékin du *New York Times* **Chris Buckley**, fraîchement expulsé de Chine continentale, et du journaliste **Aaron Mc Nicholas**, qui devait rejoindre le média en ligne *Hong Kong Free Press* (HKFP). En novembre 2021, les services de Carrie Lam ont aussi refusé, sans fournir d'explications, de renouveler le visa de la journaliste de l'hebdomadaire britannique *The Economist*, **Sue-Lin Wong**.

GRAND ANGLE

Macao : les médias indépendants en sursis

Macao, l'autre région administrative spéciale de la Chine, est souvent présentée comme « l'enfant modèle », en opposition à Hong Kong la rebelle. Mais la liberté de la presse dans le territoire, qui était déjà limitée, continue de se détériorer.

Le 20 octobre 2021, *Macau Concealers*, un site d'information en ligne créé en 1996 avec l'ambition de présenter une « *vue diversifiée* » du territoire, a annoncé qu'il cesserait ses activités le jour même, en raison de « *changements structurels sans précédent* », dont font partie la censure et la pression accrues sur les médias indépendants.

Après la rétrocession de Macao à la Chine en 1999, deux ans après Hong Kong, l'ancienne colonie portugaise n'a eu d'autre choix que d'accepter son sort : avec une population d'un peu moins de 700 000 habitants et une économie basée sur l'industrie du jeu, Macao ne peut pas se passer de bonnes relations avec la Chine continentale. Ses médias, plus petits et fragiles que ceux de Hong Kong, ont été contraints de s'aligner progressivement sur le narratif de Pékin, tout en gardant une certaine indépendance sur des questions locales considérées comme moins sensibles. Bien qu'en 2009, Macao ait également adopté une loi de sécurité nationale qui punit les crimes contre l'État d'une peine pouvant aller jusqu'à 30 ans de prison, elle n'a jusqu'à présent jamais été invoquée.

En 2019 et 2020, du fait de leur forte dépendance aux financements publics, les médias de Macao se sont largement abstenus de couvrir les manifestations de Hong Kong, à l'exception de quelques titres en langue anglaise et portugaise, ce qui a entraîné une pression accrue et des menaces à leur encontre.

En décembre 2019, avant la visite du président chinois Xi Jinping à Macao, des journalistes d'au moins cinq médias de Hong Kong se sont vu refuser l'entrée sur le territoire au motif que leur arrivée entraînerait une « *mise en danger de la sécurité publique* ». Des reporters de la télévision publique portugaise RTP (Rádio e Televisão de Portugal) ont, pour leur part, été interrogés par la police pendant des heures et leur matériel de tournage a été saisi. En outre, un certain nombre de journalistes locaux ont signalé avoir été suivis et harcelés, certains ayant été enjoint à « *faire preuve de prudence dans leur discours* » lors de la visite de Xi Jinping.

Quatorze journalistes ont démissionné après que le comité exécutif du groupe audiovisuel public TDM (Teledifusão de Macau) a publié, en avril 2021, un [ensemble de directives](#) leur ordonnant de « *ne pas divulguer d'informations ou d'exprimer des opinions contraires aux politiques de la Chine et du gouvernement de Macao* » et de « *promouvoir le patriotisme* », sous peine de licenciement.



© Macau Photo Agency



3

QUAND S'INFORMER DEVIENT UN CRIME

- En se dotant de moyens technologiques inédits, le Parti communiste chinois (PCC) a entrepris de bâtir un modèle de société dans lequel l'accès à l'information n'est plus un droit, mais un crime. Pour résister à la censure, la propagande et la surveillance de masse, les internautes chinois redoublent néanmoins d'efforts et d'originalité.
- Sous le prétexte de contrer l'influence des « forces hostiles » occidentales, la Chine exporte sa conception d'un journalisme dévoyé au service de l'État et s'emploie à diffuser sa propagande à travers le monde par des moyens toujours plus insidieux. Face à cette menace, les gouvernements et la société civile des démocraties ne peuvent plus attendre pour réagir.

L'obsession du contrôle de l'opinion publique

Covid-19 : une explosion de la liberté vite réprimée

Au début du mois de février 2020, les appels à une plus grande liberté d'expression en Chine ont foisonné sur l'internet à la suite de la mort du docteur **Li Wenliang**, ophtalmologiste à l'hôpital central de la ville de Wuhan et **premier lanceur d'alerte** de l'épidémie de Covid-19. Très peu de temps avant son décès dû à la maladie, il avait été contraint de signer un procès-verbal reconnaissant avoir « *répandu de fausses rumeurs* », avant que le pays n'en fasse un héros... à titre posthume.

En quelques jours, le hashtag #WomenYaoYanlunZiyou (« *Nous voulons la liberté d'expression* ») a été utilisé plus de deux millions de fois sur le réseau social chinois Sina Weibo pour rendre hommage au médecin décédé et dénoncer la mauvaise gestion de la crise par les autorités, un mouvement d'une ampleur assez inédite dans un pays où le contrôle des contenus sur les réseaux sociaux a été fortement renforcé ces dernières années. La plupart de ces messages ont d'ailleurs, depuis, été effacés sous la pression des services de la censure.



Après la mort du docteur Li Wenliang, premier lanceur d'alerte de l'épidémie, des citoyens sont allés enquêter spontanément à Wuhan.

© Mark Ralston / AFP

L'exaspération et la défiance des citoyens chinois face au manque de transparence du régime, et l'absence d'informations dans les médias officiels ont aussi incité certains à documenter de manière journalistique l'épidémie qui devenait hors de contrôle. Parmi eux, **Chen Qiushi**, un avocat originaire de la province du Heilongjiang (nord-est), a passé une bonne partie de son temps dans les hôpitaux de Wuhan, à partir du 23 janvier 2020, pour rendre compte du chaos ambiant et interroger les familles des victimes.

Fang Bin, simple négociant en textiles résidant à Wuhan, a aussi ressenti le besoin d'informer ses concitoyens sur la situation réelle de l'épidémie de Covid-19 et poste son premier reportage vidéo le 25 janvier 2020, dans lequel il documente l'état de saturation des hôpitaux. Les deux journalistes non professionnels sont **portés disparus**, sans doute arrêtés par la police, au début du mois de février. Chen Qiushi réapparaît sur les réseaux sociaux le 30 septembre 2021, sans évoquer ce qui lui est arrivé entre-temps. En revanche, on est toujours sans nouvelles de Fang Bin.

Minimisation de l'épidémie

L'appétit des citoyens pour des informations fiables et indépendantes contraste avec l'appel du président Xi Jinping, le 20 janvier 2020, à « *renforcer la direction de l'opinion publique* » pour faire face à l'épidémie. Alors que s'accumulent des enquêtes de publications plus libérales, telles que *Caixin* et *Caijing*, sur le manque de préparation et les manœuvres des autorités pour dissimuler la gravité de la crise, le Parti envoie près de 300 « *journalistes* » à Wuhan – comprendre : propagandistes – pour présenter la lutte contre l'épidémie sous un angle « *positif* ».

Les autorités chinoises sont également très vite intervenues pour contenir la circulation d'informations et la libre expression sur internet. Une **enquête** conjointe du *New York Times* et de *ProPublica* publiée en décembre 2020, basée sur 3 200 directives et 1 800 notes de service de l'Administration chinoise du cyberspace (CAC) de janvier à mai 2020, a révélé les **stratégies** mises en place pour modeler l'opinion publique en ligne. La minimisation de la maladie sur les sites d'information en évitant des termes comme « *incurable* », le blocage de mots-clés et de notifications en lien avec la crise ou encore la mobilisation de commentateurs en ligne ont fait partie de l'arsenal utilisé par Pékin.

Répression des voix critiques

Peu après la mort du docteur Li Wenliang, la CAC envoyait la directive suivante à ses branches locales : « *Nous devons reconnaître avec un esprit clair l'effet papillon, l'effet de fenêtres brisées et l'effet boule de neige déclenchés par cet événement (le décès du docteur Li Wenliang, ndlr), ainsi que le défi sans précédent qu'il pose pour notre travail de gestion et de contrôle de l'opinion en ligne. Tous les bureaux d'administration du cyberspace doivent prêter une attention accrue à l'opinion en ligne et fermement contrôler tout ce qui porte sérieusement atteinte à la crédibilité du Parti et du gouvernement, et qui attaque le système politique.* »

La répression de voix critiques a accompagné cette entreprise de censure. L'ONG Chinese Human Rights Defenders (CHRD) fait état de 897 cas impliquant des **internauts chinois sanctionnés** entre le 1^{er} janvier et le 26 mars 2020 pour des propos en ligne liés à l'épidémie de Covid-19 en Chine. Au moins 10 journalistes et commentateurs en ligne ont été arrêtés en 2020 pour avoir couvert la crise, dont la journaliste **Zhang Zhan**.



© Chen Qiushi / Capture d'écran YouTube

GRAND ANGLE



© Zhang Zhan / Capture d'écran YouTube

Quatre ans de prison pour avoir enquêté à Wuhan

Condamnée à quatre ans de prison pour avoir couvert, sur YouTube, l'épidémie de Covid-19 à ses débuts dans la ville de Wuhan, la journaliste et lauréate du Prix RSF de la liberté de la presse 2021 Zhang Zhan proteste de son innocence par une grève de la faim partielle qui pourrait lui coûter la vie.

À l'issue d'un procès d'à peine trois heures, **Zhang Zhan**, 38 ans, lauréate du Prix RSF de la liberté de la presse 2021, a été condamnée le 28 décembre 2020 à quatre ans de prison par un tribunal de Shanghai pour avoir « *attisé des querelles et provoqué des troubles* ». En février 2020, elle faisait partie de ces journalistes courageux qui, en dépit du risque de contagion, s'étaient rendus dans la ville de Wuhan pour couvrir les débuts de l'épidémie de Covid-19. Zhang Zhan avait publié plus d'une centaine de vidéos sur sa [chaîne YouTube](#), WeChat et Twitter avant d'être portée disparue à Wuhan, le 14 mai 2020. Le lendemain, les autorités annonçaient qu'elle avait été placée en détention.

Dans l'acte d'inculpation, le procureur l'accuse d'avoir « *posté de grandes quantités de fausses informations* », mais ne présente aucun élément factuel susceptible d'étayer cette accusation. La journaliste, qui a toujours refusé de plaider coupable, a renoncé à faire appel : selon l'un de ses avocats, les agents du centre de détention lui auraient fait comprendre que le seul résultat à attendre d'un pourvoi en appel serait d'écopier d'une peine plus lourde.

Pour protester contre ce déni de justice, Zhang Zhan a entrepris une grève de la faim partielle, qui lui a valu d'être nourrie de force à l'aide d'un tube nasal. Son état de santé s'est considérablement dégradé : fin octobre 2021, la journaliste, qui mesure 1,77 m, pesait [à peine 40 kg](#) et ne pouvait plus se déplacer ni même lever la tête sans assistance. En août 2021, elle avait déjà dû être hospitalisée 11 jours.



La censure et la surveillance ont atteint un niveau inédit en Chine. © Aly Song / Reuters

L'internet chinois sous surveillance

Le 2 novembre 2021, sur le réseau social chinois Sina Weibo, la championne internationale de tennis **Peng Shuai** accuse de viol un ancien membre du Comité permanent du bureau politique du Parti et ancien vice-Premier ministre, Zhang Gaoli. En moins de 30 minutes, son message et tous les commentaires publics associés sont supprimés et le compte de la sportive disparaît du moteur de recherche. Les censeurs tentent par tous les moyens d'étouffer un scandale qui risque d'éclabousser les hautes sphères du pouvoir. Peng Shuai elle-même a semble-t-il été placée en résidence surveillée.

Deux mois auparavant, l'application WeChat avait censuré un article du magazine d'investigation *Caixin* détaillant les pratiques financières douteuses du géant chinois de l'immobilier Evergrande, dont les difficultés à rembourser une dette colossale commençaient à faire trembler l'économie chinoise. Plus tôt dans l'année, l'application de messagerie cryptée Signal et l'application audio Clubhouse, qui avaient brièvement permis aux internautes de créer des groupes de discussion sur des thèmes interdits, ont également été bannies de l'internet chinois.

Mots-clés interdits

En Chine, inutile de tenter une recherche Google ou d'utiliser une messagerie étrangère telle que WhatsApp – du moins sans recourir à des réseaux virtuels privés (« Virtual Private Networks » en anglais, VPN) qui permettent de se connecter depuis un autre pays. La « Grande Muraille de l'information », un dispositif technique développé par le régime pour isoler l'internet chinois du reste du monde, et sans cesse perfectionné, permet non seulement de bloquer les adresses IP d'un grand nombre de sites internet, mais aussi de censurer les contenus contenant des mots-clés interdits. GreatFire, une ONG qui lutte contre la censure en Chine, estime que [160 des 1000 sites internet](#) les plus visités au monde sont ainsi inaccessibles dans le pays.

Durant les années 2000, un vent de liberté avait pourtant soufflé sur l'internet chinois, alors en plein développement, qui permettait aux internautes d'exprimer assez librement leurs opinions, y compris leur mécontentement envers la classe politique. Dès 2010, le régime prend conscience du danger que cela représente pour sa domination et renforce le contrôle. En 2014, il met en place un groupe de surveillance de l'internet, qui deviendra, en 2018, la Commission centrale des affaires du cyberspace, présidée par Xi Jinping lui-même. Son bras exécutif, l'Administration chinoise du cyberspace (CAC), déploie un large éventail de mesures pour contrôler l'activité en ligne du milliard d'internautes chinois.

Campagnes de « nettoyage »

Selon l'ONG américaine Freedom House, pas moins de 11 000 sites internet chinois et 737 000 comptes de réseaux sociaux ou groupes de discussion auraient été fermés pour la seule année 2019. Désormais, seuls les comptes officiels et les sites détenant une licence gouvernementale ont la permission de diffuser de l'information, notamment au sujet des affaires politiques, économiques, militaires et étrangères. Début 2021, la consigne de se tenir à l'écart des questions de société jugées « sensibles » a été étendue aux blogueurs.

La censure s'adapte au contexte du moment, générant des campagnes de « nettoyage » thématiques, comme l'a montré le projet [WeChatSCOPE](#) du Centre de journalisme et d'étude des médias de l'université de Hong Kong. En juin 2021, le moteur de recherche Baidu et le réseau social Sina Weibo ont ainsi bloqué les résultats de recherche de trois grandes plateformes d'échange de cryptomonnaies après que le gouvernement a annoncé la mise au ban du bitcoin. Le mois suivant, l'application de messagerie WeChat a supprimé une douzaine de comptes LGBTQ+ gérés par des étudiants, sous le prétexte qu'ils enfreignaient les règles concernant l'information sur internet.

Au moins deux millions de censeurs

Le nombre de personnes travaillant pour l'appareil de censure d'internet en Chine reste inconnu, mais en 2013, une source officielle faisait état de [deux millions d'employés](#), et le chiffre a sans doute beaucoup augmenté depuis. En août 2021, il a été révélé que les censeurs de la plateforme Weibo avaient un quota minimum de 500 rapports de censure par mois, dont 90 % devaient être justifiés, sous peine de perdre leur emploi.

Les entreprises étrangères sont elles aussi contraintes de se soumettre aux règles de censure pour garder un pied dans le marché chinois. En août 2020, 3 487 applications disponibles internationalement étaient [manquantes](#) dans l'App Store chinois du constructeur informatique Apple, dont 148 sites d'information sur la Chine. En octobre 2021, le site internet LinkedIn, filiale du groupe Microsoft, un des derniers grands réseaux sociaux encore accessibles en Chine, a annoncé sa décision de fermer son service chinois face à la censure croissante. Un mois plus tard, le portail américain Yahoo! a aussi fait connaître sa décision de quitter la Chine, une annonce symbolique, puisque beaucoup des services offerts par l'entreprise étaient déjà bloqués par l'appareil de censure du régime.

« Le Parti vous regarde »

La surveillance des conversations en ligne atteint un niveau effrayant. Depuis 2014, la réglementation oblige les internautes à utiliser leur véritable identité pour s'inscrire sur les applications de messagerie et les services d'information en ligne. Les conversations, non cryptées, et les publications sur les réseaux sociaux sont directement accessibles par les autorités et utilisables comme preuves dans les affaires pénales.

En 2019, le compte WeChat du correspondant de la BBC en Chine, **Stephen McDonell**, a ainsi été désactivé sans préavis après que le journaliste a posté des images de la veillée commémorant les 30 ans du massacre de Tian'anmen, qui s'était tenue à Hong Kong. Pour récupérer l'accès à son compte, le journaliste a été contraint de laisser l'application scanner son visage et enregistrer sa voix. Le 14 septembre 2021, le quotidien britannique *Financial Times* a aussi révélé que les autorités chinoises avaient dévoyé une application mobile anti-fraude, conçue à la base pour protéger les usagers contre les escroqueries en ligne, et s'en servaient pour identifier les internautes ayant visité des sites « *hautement dangereux* »... comme par exemple celui de l'agence de presse économique Bloomberg.

Bataillons de trolls

Les services de propagande du Parti ont aussi développé leurs tentacules sur les réseaux sociaux. Le régime entretient « l'armée des cinquante centimes », un [bataillon de propagandistes](#) payés 50 centimes de yuan chinois (7 centimes d'euro) par message, avec pour mission de promouvoir le discours officiel en se faisant passer pour des citoyens ordinaires. En 2017, une [étude](#) publiée dans l'*American Political Science Review* estimait à 448 millions par an les commentaires attribuables à ces serviteurs du régime sur les réseaux sociaux.

Avec la montée du nationalisme chinois, un bataillon de bénévoles pro-régime a aussi fleuri sur les réseaux sociaux chinois et étrangers. Surnommés les « petits roses » en vertu d'une croyance selon laquelle il s'agirait principalement de jeunes femmes, ces internautes belliqueux défendent bec et ongles le régime contre les critiques. En octobre 2021, [la chanson « Fragile »](#) du chanteur malaisien **Namewee** et de la chanteuse australienne **Kimberly Chen**, qui ironise sur la sensibilité exacerbée de ces trolls, s'est hissée au premier rang des vidéos les plus visionnées sur YouTube à Taïwan et à Hong Kong après avoir été interdite en Chine.



La chanson « Fragile », qui se moque gentiment des trolls nationalistes chinois, bannie sur le continent, est devenue virale à Hong Kong et à Taïwan.

© Namewee / Capture d'écran YouTube

GRAND ANGLE



© Martin Bureau / AFP

La high-tech au service de la répression

Pékin tire profit des dernières avancées technologiques pour renforcer son contrôle sur l'information et surveiller la circulation des opinions, esquissant un projet de société dystopique dans lequel nulle conversation n'est hors de portée des « grandes oreilles » du Parti.

En avril 2021, des chercheurs de l'université des sciences et de l'ingénierie de Shenyang et de l'Académie chinoise des sciences ont fièrement annoncé avoir développé un système de censure de texte utilisant l'intelligence artificielle, capable d'apprendre par lui-même et de s'adapter automatiquement aux évolutions du langage des internautes. Sous prétexte de combattre la criminalité, le régime a développé ces dernières années des technologies toujours plus invasives, à l'exemple du programme de surveillance de masse Sharp Eyes, lancé en 2015 pour succéder au programme de vidéosurveillance Sky Net, et qui vise à équiper l'ensemble du territoire de caméras à reconnaissance faciale.

Les politiques protectionnistes du régime, en éliminant la compétition internationale, ont permis l'émergence de champions nationaux des technologies de l'information comme le moteur de recherche Baidu, le géant du e-commerce Alibaba et les géants de l'internet et des télécommunications Tencent, Huawei et ZTE. En contrepartie, ces entreprises sont contraintes d'assister le régime dans ses programmes de censure, de propagande et de surveillance.

La région autonome du Xinjiang, théâtre d'une violente répression, a été utilisée comme terrain d'expérimentation pour le développement de la reconnaissance faciale en collaboration avec les startups chinoises Hikvision, SenseTime, CloudWalk et iFlytek. Ses habitants sont aussi contraints d'installer des applications espionnes qui recherchent, sur leurs appareils numériques, les comportements « déviants » – incluant la possession de textes islamiques, l'écriture ou l'échange de versets du Coran dans des conversations en ligne et les dons pour les mosquées.

À l'aide de telles technologies, le régime chinois espère mettre en place, dans un proche avenir, une « [police intelligente](#) » censée prédire de futures activités criminelles et un système de « crédit social » modulant les droits des citoyens en fonction de leur comportement. Quand on sait que, dès 2017, le journaliste d'investigation **Liu Hu** a été mis sur la liste noire d'un système expérimental de crédit social local en raison [d'arrestations et de condamnations](#) passées en lien avec son travail de journaliste, on ne peut que trembler devant un tel projet de société qui évoque l'univers dystopien du film de science-fiction *Minority Report* et la série télévisée *Black Mirror*.

D'autant que les technologies chinoises de surveillance s'exportent. En août 2021, le site Top10VPN a [révélé](#) que 17 des 68 gouvernements administrant leur internet en collaboration avec Huawei utilisaient ses technologies pour bloquer l'accès à certains sites d'information. À la même période, le Centre national de cybersécurité de Lituanie a même appelé les consommateurs européens à [se débarrasser](#) de certains smartphones des marques chinoises Huawei, Xiaomi et OnePlus comportant un logiciel capable de censurer plus de 1 300 mots-clés bannis en Chine.



Ce mème qui circule sur les réseaux sociaux illustre le niveau de confiance qu'il convient d'accorder aux produits high-tech chinois en matière de confidentialité.

© Facebook

Mille et un moyens de résister

Dans la semaine du 8 février 2021, un groupe de discussion appelé « Le fan club de Hu Xijin » est soudain sorti de l'anonymat sur l'application audio Clubhouse. Ce groupe visait à tourner en dérision le rédacteur en chef du média d'État ultranationaliste chinois *Global Times*, qui avait déclaré à propos du plan de relance économique annoncé par le président américain Joe Biden le 14 janvier 2021 : « *Si notre pays distribue de l'argent à tout le monde, cela signifie qu'il n'en envoie pas du tout.* » Un internaute avait ironisé : « *S'il y a un mur partout, cela signifie qu'il n'y a de mur nulle part.* » – une allusion au système de censure de l'internet en Chine et au mur anti-immigration entrepris par l'ancien président américain Donald Trump.

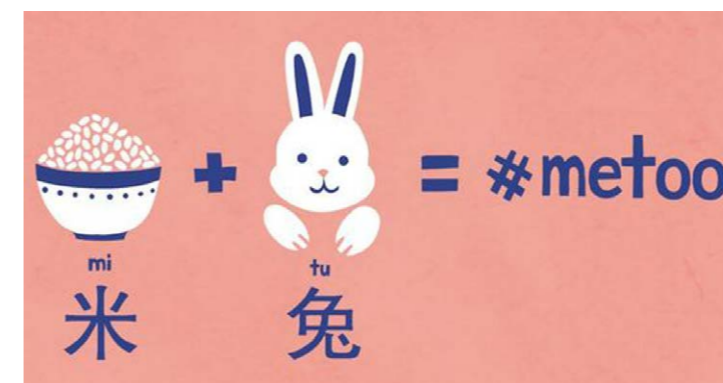
Face aux discours aseptisés du Parti communiste, le public chinois n'est pas dupe, et cherche sans cesse de nouvelles solutions pour s'informer de manière plus fiable et partager des informations sans être censuré. « *Les Chinois n'ont pas confiance dans le discours officiel, même quand l'information est largement reprise dans les médias. Ils en viennent même à douter quand les autorités partagent avec eux des informations véritables* », témoignent les fondateurs de l'ONG GreatFire.

« Crabe de rivière » et « compteur d'eau »

Aussitôt que les censeurs bloquent un mot-clé lié à un sujet controversé, les internautes font appel à leur imagination pour en créer de nouveaux. Un moyen assez courant est de remplacer un mot banni par un homophone, qui se prononce de la même manière mais s'écrit avec des caractères différents. En janvier 2018, la suite de mots « riz lapin » (« *mǐ-tù* » en chinois) a ainsi fait son apparition sur le réseau social Weibo, car il se prononce exactement comme le hashtag #MeToo, que les autorités avaient censuré temporairement. La suite de mots « crabe de rivière » (« *héxiè* » en chinois), un homophone du mot « harmonisé » en référence au projet de société harmonieuse lancé par l'ancien président Hu Jintao, décrit dans le langage d'internet le fait d'être censuré.

D'autres alternatives incluent le recours aux [initiales](#) de mots en transcription latine, telles que « ZF » pour le gouvernement (« *zhèngfǔ* » en chinois), ou bien à des expressions allusives comme « vérifier le compteur d'eau » pour dire « avoir reçu une visite de la police », les policiers chinois se déguisant semble-t-il parfois en agents de la société de gestion des eaux pour circuler incognito dans les immeubles.

Au début de l'année 2020, alors que l'épidémie de Covid-19 faisait rage en Chine, et malgré la censure et la surveillance, les internautes ont rivalisé d'inventivité pour rendre hommage au médecin lanceur d'alerte **Li Wenliang** et dénoncer l'attitude du Parti. Certains ont posté des photos d'eux portant des masques sur lesquels sont écrites les phrases « *Je ne peux pas* » et « *Je ne comprends pas* », en référence à la convocation du docteur Li au poste de police, durant laquelle les agents lui ont demandé s'il pouvait « *arrêter de répandre de fausses rumeurs* » et s'il comprenait leur requête. Un article du magazine *Ren Wu*, publication sœur du *Quotidien du peuple*, qui dénonçait la censure imposée aux médecins et avait été retiré des kiosques, a ainsi été sauvegardé à l'aide de captures d'écran, des traductions en anglais, en morse, en braille, et même en émojis.



Pour contourner la censure, les Chinois utilisent des homonymes de la langue chinoise, comme la suite de mots « riz-lapin », qui se prononce exactement comme le hashtag #MeToo.

© Marcella Cheng / The Conversation

Open source et blockchain

La plateforme GitHub, le plus grand site de source ouverte qui permet aux ingénieurs et aux développeurs du monde entier de collaborer sur des projets de code et de logiciels, est aussi devenue un sanctuaire pour les contenus censurés. En 2019, des employés d'entreprises tech ont ainsi recueilli des milliers de témoignages non censurés dans le cadre du projet [996.ICU](#) visant à dénoncer les conditions de travail abusives dans leur secteur professionnel. Et il est difficile pour le gouvernement de bloquer l'accès à cette plateforme, indispensable au développement du secteur des nouvelles technologies.

Les internautes chinois ont également eu recours à la technologie de [blockchain](#) (« chaîne de blocs » en français), dans laquelle les données sont partagées sur un grand nombre d'ordinateurs et ne peuvent être effacées. En avril 2018, une lettre de l'activiste **Xue Yin** détaillant la manière dont l'université de Pékin avait tenté de dissimuler des agressions sexuelles a ainsi été postée de façon anonyme sur la plateforme blockchain Ethereum. La même année, en juillet, cette technologie a été utilisée pour préserver une enquête exposant la non-efficacité d'un vaccin administré aux nourrissons.

Jeu du chat et de la souris

Dans un souci de compétitivité économique, les autorités ont également jusque-là toléré le recours des entreprises chinoises aux réseaux virtuels privés (VPN) qui permettent de contourner la « Grande Muraille de l'information » et de se connecter aux sites censurés en Chine. Cependant, le gouvernement central restreint progressivement l'accès à ces outils, notamment dans le cadre d'une [campagne](#) lancée en 2017 pour « nettoyer » internet : des fournisseurs populaires tels que GreenVPN et Haibei VPN ont dû cesser leurs activités, et l'entreprise Apple a [supprimé](#) toutes les applications VPN de l'App Store chinois.

Les fournisseurs de services VPN étrangers, incapables de promouvoir leurs produits ou de facturer en Chine, sont de fait écartés de la compétition. Quant aux VPN chinois, il est plus que probable qu'ils [partagent](#) leurs données avec les autorités. Plusieurs personnes ont déjà été condamnées – dont une à cinq ans et demi de prison et 500 000 yuan chinois (70 000 euros) d'amende – pour avoir vendu ou utilisé des VPN, au motif qu'elles auraient « *accédé à l'internet international par des voies illégales* ». En 2019, l'Administration chinoise du cyberspace a également publié un règlement qui bannit l'anonymat sur les plateformes de blockchain. Les autorités chinoises, enfin, tentent de développer une alternative à GitHub, qui facilitera la mise en place de leurs mesures de censure.

Ce jeu du chat et de la souris oblige perpétuellement les utilisateurs d'internet à déployer des trésors d'imagination pour trouver de nouvelles parades. Bien que l'on puisse louer cette créativité, on peut se demander, comme l'ONG Amnesty International dans un [article](#) publié en mars 2020, si « *une telle sagesse et une telle imagination [ne] pourraient [pas] être dépensées sur quelque chose de plus productif que sur une bataille constante pour se faire entendre* ».

ENTRETIEN

« La censure chinoise utilisera bientôt l'apprentissage automatique »

L'ONG GreatFire développe des outils pour lutter contre la censure en Chine et a reçu en 2013 le prix de l'activisme sur internet décerné par le groupe audiovisuel public allemand Deutsche Welle. Ses fondateurs, qui souhaitent rester anonymes, ont accepté de répondre aux questions de RSF.

Comment avez-vous initié GreatFire et comment l'organisation a-t-elle évolué ?

Nous avons créé l'organisation GreatFire en 2011 dans le but de mettre en évidence la censure en ligne en Chine. Le premier outil que nous avons créé, Analyzer (renommé depuis Blocky, ndlr), fournit la liste des noms de domaine étrangers bloqués en Chine. Mais comme la censure sur les plateformes chinoises est encore plus importante, nous avons décidé de lancer une version non censurée de la plateforme de microblogging Weibo, appelée FreeWeibo. Nous avons réitéré le projet avec l'application de messagerie WeChat lorsqu'elle a dépassé Weibo en popularité. Nous avons ensuite lancé le site Appcensorship.com, qui surveille les restrictions mises en place par l'entreprise Apple sous la pression des autorités chinoises. Au total, nous avons neuf projets actifs qui, d'une manière ou d'une autre, reflètent l'évolution de l'appareil de censure en Chine et luttent contre cette censure.

Quels obstacles avez-vous dû affronter tout au long de votre parcours ?

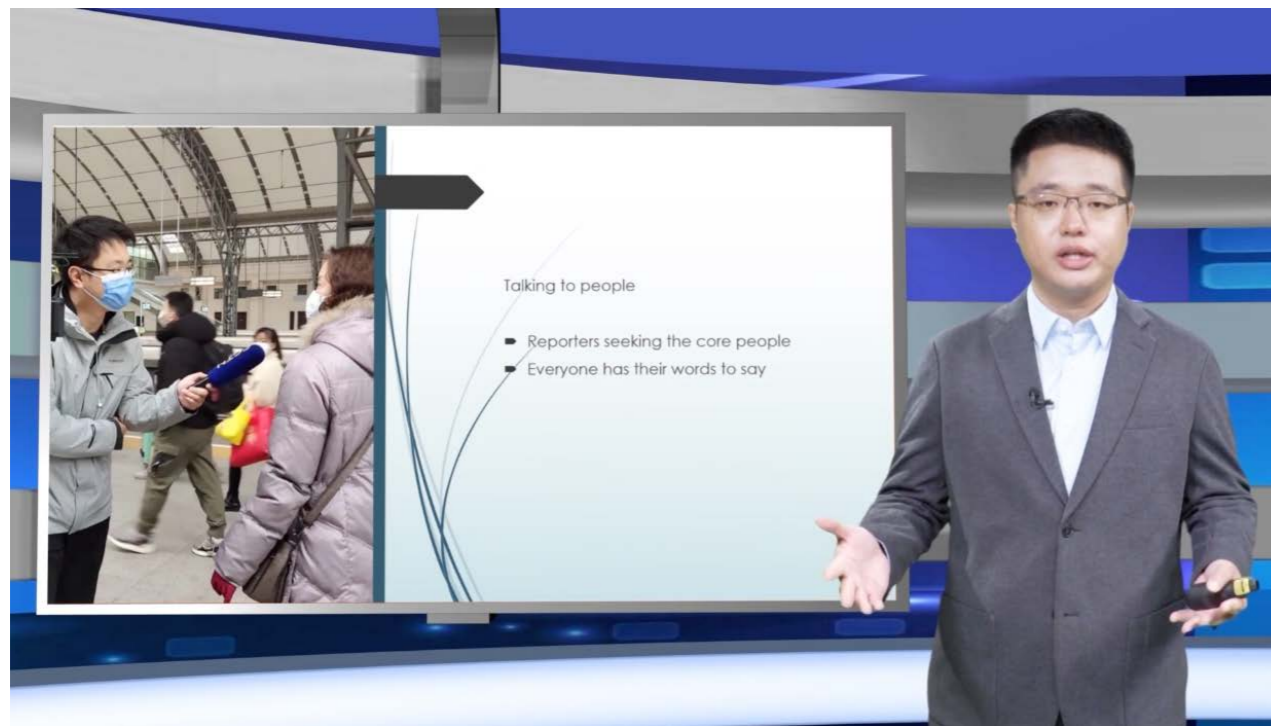
Les médias officiels du Parti communiste chinois nous ont rapidement accusés d'être antichinois, alors que nous luttons simplement pour le droit du peuple chinois, stipulé dans la Constitution chinoise, de pouvoir s'exprimer librement. En 2015, nous avons aussi subi une cyberattaque majeure dont, heureusement, nous sommes parvenus à nous remettre. Cependant, le plus grand obstacle reste la difficulté de faire connaître nos outils auprès du public chinois. Nous diffusons l'information par le biais de quelques grands sites étrangers qui ne sont pas bloqués en Chine et nous comptons aussi sur le bouche-à-oreille, mais c'est encore loin d'être suffisant.

Quels défis sont à venir et comment vous y préparez-vous ?

La situation ne peut qu'empirer car, en plus de la censure traditionnelle, la Chine utilisera bientôt l'apprentissage automatique (« machine learning ») pour rendre plus efficaces les restrictions. De plus, les multinationales comme Apple montrent le mauvais exemple en se pliant aux demandes de censure des autorités chinoises, non seulement en Chine mais aussi dans le reste du monde. Si d'autres entreprises suivent cet exemple, il sera de plus en plus difficile d'accéder aux informations que la Chine veut cacher au public. Pour relever ce défi, nous nous efforçons constamment d'améliorer nos outils technologiques et tentons aussi de convaincre les clients, les employés et les actionnaires des multinationales de faire pression sur ces dernières pour qu'elles rejettent les demandes de censure émanant des États, dont bien sûr la Chine.



Un projet de société qui interdit le journalisme



Un journaliste de CGTN explique comment couvrir la « réalité de la situation » à Wuhan : par exemple, interviewer un habitant selon qui la « Chine a sa propre définition des droits humains » pour contrer les critiques de l'étranger.

© Capture d'écran BRNA / CCTV

Le modèle médiatique chinois, un succès à l'export

En avril 2019, la Chine a lancé le Belt and Road News Network (BRNN), un réseau réunissant des médias de toutes les régions du monde sous la présidence du *Quotidien du peuple* dans le but officiel « d'échanger des informations » sur les « nouvelles routes de la soie » (« Belt and Road Initiative » en anglais), projet pharaonique qui prévoit la construction d'infrastructures de transport reliant la Chine au Moyen-Orient, à l'Europe et à l'Afrique de l'Est et qui touche 139 pays (près des deux tiers de la population mondiale).

Ce réseau n'est pas le premier. En 2016, la société de diffusion China International Television Corporation a déjà initié la Belt and Road Media Community, une alliance sur le cinéma et la télévision regroupant 133 organisations. La Belt and Road News Alliance (BNRA), lancée l'année suivante sous la houlette du réseau de télévision national China Central Television (CCTV), rassemble pour sa part 74 institutions de médias de 42 pays et régions, la plupart dans le domaine de l'information télévisée.

Imposer ses « éléments de langage »

À travers ces organisations, le régime de Pékin tente d'impliquer les médias du monde entier dans la promotion internationale du projet. Dans le cadre de la diffusion conjointe et les projets de coproduction internationaux au sein de la Belt and Road Media Community, des programmes télévisés tels que « The Silk Road Reborn », « A Bite of China » ou « China Mega Projects » ont été diffusés dans plus de 30 langues par 80 institutions de plus de 20 pays.

Fin 2017, le Service chinois d'information économique (CEIS), filiale de l'agence de presse d'État Chine nouvelle (Xinhua), a signé un accord avec une vingtaine de groupes de réflexion et de médias en Europe pour diffuser certains de ses contenus relatifs aux « nouvelles routes de la soie » sur un fil d'informations économiques spécialisé destiné aux investisseurs. Parmi les médias signataires se trouvent la Deutsche Presse-Agentur (Allemagne), Class Editori (Italie), *Le Soir* (Belgique), *Metro* (Royaume-Uni) et Athens News Agency (Grèce).

Les deux réseaux de médias, la BRNA et le BRNN, organisent également des sessions de formation permettant au Parti de véhiculer sa propagande et aux médias d'État de diffuser leurs méthodes de travail. Selon les communiqués de la BRNN, des participants sont ressortis « émerveillés » par l'industrie tech en Chine ou ont salué les « efforts efficaces de la Chine » contre la pandémie de Covid-19.

Un programme de formation spécial, baptisé Dongfang, a aussi été créé pour former ces journalistes aux « éléments de langage » spécifiques au projet. En d'autres termes, il s'agit d'inciter les journalistes des pays impliqués dans le projet à aligner leur discours sur celui de la propagande chinoise. Le stage en Chine, qui dure 26 jours, est sponsorisé par le quotidien d'État *China Daily*, deux universités chinoises et la compagnie aérienne China Eastern.

Une offensive de charme

Même hors du cadre des « nouvelles routes de la soie », Pékin n'économise aucun effort pour plaire aux journalistes des pays émergents. L'objectif : se faire comprendre – et si possible aimer – des influenceurs répartis tout autour du globe. Les visites de journalistes étrangers dans le pays profite aussi à Pékin d'une autre manière : leurs reportages confèrent de la crédibilité aux médias d'État chinois et donnent au peuple chinois l'impression que le monde entier approuve les politiques du Parti communiste.

Ces programmes d'échanges sont administrés conjointement par le ministère des Affaires étrangères et l'Association de diplomatie publique de Chine. Le programme le plus populaire est sans conteste une bourse de formation de 10 mois surnommée « tapis rouge », dont l'objectif ouvertement affiché est de générer une couverture de presse favorable en invitant, tous frais payés, des journalistes du sous-continent indien, d'Asie du Sud-Est et d'Afrique.

L'invitation de journalistes n'est pas, en soi, une pratique critiquable : de nombreux États dans le monde soignent leur image de cette manière. Mais dans le cas de la Chine, les journalistes ne sont pas choisis par leur hiérarchie, mais par l'ambassade de Chine avec l'approbation du Parti. Et surtout, une contrepartie est demandée. Les conditions sont claires : promettre de « raconter correctement la Chine », voire présenter le régime autoritaire comme une démocratie et un artisan de la paix mondiale.

Les invités ne sont pas non plus autorisés à se déplacer librement durant leur séjour. Le 10 janvier 2019, la Chine a ainsi invité une délégation de journalistes de Turquie, d'Égypte, d'Afghanistan, du Pakistan et du Bangladesh à visiter la région autonome du Xinjiang. Les journalistes de ces pays à majorité musulmane n'auront pas l'occasion de vérifier librement si, oui ou non, un million de musulmans de l'ethnie ouïghoure sont réellement détenus dans des camps. Les autorités chinoises ont préféré les emmener visiter... une exposition consacrée à la lutte contre le terrorisme.

Des événements médiatiques « made in China »

Outre les formations de journalistes étrangers, la Chine a également cherché à promouvoir sa vision répressive de l'information en lançant ses propres événements internationaux. Dès 2009, les autorités chinoises ont créé le Sommet mondial des médias, qui – comme son nom ne l'indique pas – est entièrement conçu, organisé et financé par l'agence de presse étatique Chine nouvelle (Xinhua). La première édition, qui s'est déroulée à Pékin, a bénéficié de partenaires internationaux de prestige : BBC et Thomson Reuters (Royaume-Uni), Itar-Tass (Russie), Kyodo News (Japon), Associated Press, Google News Corp. et Turner (États-Unis).



Le sommet des médias des Brics, l'occasion pour la Chine de dénoncer l'hégémonie des médias occidentaux et d'appeler à un « rééquilibrage ».

© Greg Baker / AFP

La deuxième édition, qui se donnait pour objectif de « relever les défis du XXI^e siècle », s'est tenue en 2012 à Moscou. Un total de 213 médias internationaux issus de 102 pays étaient représentés. En mars 2016, une troisième édition s'est tenue à Doha, au Qatar, organisée par la chaîne qatarie Al Jazeera sur le thème « L'avenir de l'information », avec 120 organisations et 100 médias représentés. Ces sommets, organisés dans des pays réputés pour leur autoritarisme et leur rejet de la liberté de la presse, ont fourni à la Chine l'opportunité de promouvoir ses concepts de « journalisme positif » et de « nouvel ordre mondial des médias ». Ils ont aussi contribué à légitimer l'agence de presse Chine nouvelle (Xinhua) en permettant à ses dirigeants de débattre sur un pied d'égalité avec des médias internationalement réputés pour leur indépendance et la qualité de leur travail journalistique.

À partir de 2016, le sommet des médias des pays des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), un autre événement annuel organisé par la Chine, est venu renforcer le dispositif en permettant à Pékin d'influencer les réglementations et les pratiques des médias de ces cinq pays émergents. Une occasion pour le régime chinois de dénoncer l'hégémonie des médias occidentaux et d'appeler à un « rééquilibrage ».

GRAND ANGLE

Les médias d'État chinois à la conquête du monde

En une décennie, la Chine a massivement investi pour se doter de médias capables d'atteindre le public étranger. Le pari est réussi : le groupe audiovisuel China Global Television Network (CGTN) diffuse ses programmes dans 160 pays et la radio internationale chinoise produit des émissions en 44 langues.

Habillage moderne, ton professionnel, diction impeccable : CGTN Africa, dont le siège régional est basé à Nairobi (Kenya), projette une image sophistiquée qui n'a rien à envier à celle de la chaîne d'information américaine CNN International. La particularité de CGTN Africa ? Elle est contrôlée à 100 % par l'État chinois et, sous prétexte de révéler au monde le vrai visage de l'Afrique, elle soigne surtout l'image de la Chine en Afrique.

Fin 2018, CGTN a ouvert un bureau de production similaire à Londres, avec 90 recrutements locaux. Cette antenne doit, à terme, produire des programmes spécifiques pour l'Europe, comme le font déjà les bureaux de Washington pour le continent américain et celui de Nairobi pour l'Afrique, ouverts en même temps en 2012. CGTN Europe renforcera le groupe China Media Group (CMG), aussi appelé Voice of China (La Voix de la Chine), une structure unique regroupant la télévision d'État (CCTV et CGTN) et les diffuseurs radiophoniques China National Radio (CNR) et China Radio International (CRI).

En une décennie, la présence médiatique chinoise a changé d'échelle. Le groupe CGTN produit désormais six versions, dont cinq chaînes d'information en continu en anglais, français, arabe, russe et chinois, ainsi qu'une chaîne de documentaires en anglais. CGTN compte quelque 10 000 employés répartis dans 70 bureaux – dont trois centres de production à Londres, Washington et Nairobi – et diffuse ses programmes dans pas moins de 160 pays. En matière de diffusion radiophonique, le groupe CRI est aussi parvenu à s'étendre dans le monde entier, diffusant dans 44 langues – un nombre record – depuis plus de 70 stations à l'étranger.

Côté presse écrite, les médias chinois sont aussi entrés dans la cour des grands. Le quotidien d'État en langue anglaise *China Daily*, qui dispose d'éditions spécifiques pour le continent américain, l'Afrique, l'Europe et l'Asie, revendique ainsi un tirage quotidien de 900 000 exemplaires – près de la moitié de celui du *New York Times* – et un lectorat combiné de 45 millions de personnes. Depuis 2009, le quotidien officiel *Global Times* dispose aussi d'une édition anglophone qui tire « seulement » à 100 000 copies, mais dont le site internet en dix langues revendique quelque 15 millions de visiteurs par jour. Même l'agence de presse étatique Chine nouvelle (Xinhua), autrefois moquée pour son austérité, a réalisé une véritable percée à l'étranger.

© CGTN Africa / Capture d'écran YouTube





Le Parti communiste chinois redouble d'efforts pour imposer son narratif à l'étranger, comme ici en Serbie où un tabloïd pro-gouvernement remercie le « grand frère Xi Jinping ».

© Andrej Isakovic / AFP

L'obsession du « récit chinois »

Alors que les voix se multiplient dans le monde pour condamner la répression dans le Xinjiang, le régime de Pékin [tente par tous les moyens](#) de noyer le poisson, notamment sur les réseaux sociaux. Une [enquête](#) conjointe du *New York Times* et de *ProPublica* en juin 2021 montre comment le Parti a orchestré une campagne de propagande mettant en scène, dans au moins 3 000 vidéos postées sur YouTube, des Ouïghours témoignant de leur vie au Xinjiang sous un angle tellement positif qu'il en devenait suspect... d'autant que les vidéos présentent de troublantes similarités en termes de production et de script.

Pour le régime, ces campagnes participent d'un effort pour forcer le monde à « *raconter correctement la Chine* » en conformité avec le [concept](#) d'un narratif unique cher au président Xi Jinping. Dans un entretien publié dans le *Quotidien du peuple* en 2013, l'ancien président de l'agence de presse d'État Chine nouvelle (Xinhua), Li Congjun, dénonçait une « *domination des médias occidentaux* » dans le monde et préconisait l'avènement d'un « *nouvel ordre mondial des médias* » pour renverser le rapport de forces au bénéfice de son pays.

La stratégie du cheval de Troie

Pour développer son influence à l'étranger, Pékin s'est lancé dans une politique ambitieuse de prise de participation dans des médias considérés comme stratégiques. Cette politique d'achats est coordonnée par le département du Travail du front uni, une branche du Parti communiste qui a la haute main sur les transferts financiers aux médias étrangers. En Europe, selon une enquête de Bloomberg publiée en avril 2018, la Chine aurait investi, ces dix dernières années, près de 3 milliards d'euros en prises de participation dans divers médias, soit 1 % de son investissement total dans le continent.

Le régime investit aussi massivement dans la publication de suppléments publi-rédactionnels dans les grands journaux internationaux. Les lecteurs du *Wall Street Journal* (États-Unis), du *Daily Telegraph* (Royaume-Uni), du *Figaro* (France), de *Handelsblatt* (Allemagne), de la *Rossiyskaya Gazeta* (Russie) ou du *Mainichi Shimbun* (Japon) se sont ainsi peu à peu habitués au supplément China Watch d'apparence inoffensive, publié à intervalles réguliers au centre de leur journal favori. Rédigés par le *China Daily* et plutôt agréables à lire, ces publiereportages n'en sont pas moins de véritables chevaux de Troie qui permettent au régime de Pékin de distiller sa propagande auprès des élites du monde entier. Une insertion dans un grand quotidien pouvant se monnayer jusqu'à 250 000 dollars (200 000 euros) aux États-Unis, la manne financière que représente ce supplément soumet les médias à de réels risques de pression de la part de Pékin.

La diaspora chinoise sous contrôle

En ce qui concerne les médias sinophones, l'influence de Pékin va plus loin. En effet, la diaspora chinoise, qui compte 50 millions de membres, dont la moitié en Asie, était pourtant traditionnellement très critique à l'égard du régime. Après le massacre de la place Tian'anmen, le 4 juin 1989, qui a suscité une vague d'indignation particulièrement forte dans les médias des Chinois d'outre-mer, Pékin a pris conscience de l'obstacle qu'ils représentaient dans sa stratégie de contrôle de son image et a entrepris de les racheter l'un après l'autre, tout en développant en parallèle ses propres titres.

En Thaïlande, qui compte la plus grosse communauté d'origine chinoise du monde avec 9 millions de personnes, les médias en langue chinoise, autrefois farouchement anticommunistes, ont aussi changé de ton. Le *Sing Sian Yer Pao*, premier quotidien sinophone du pays fondé en 1950, a troqué en 2010 les caractères chinois traditionnels – utilisés à Taïwan, Hong Kong, Macao et dans la diaspora chinoise – pour les caractères simplifiés utilisés en Chine. En 2013, il est officiellement entré en partenariat avec le groupe de presse chinois Nanfang Media.

Selon un rapport du journal britannique *The Economist* paru le 23 septembre 2021, l'application de messagerie chinoise WeChat, populaire parmi les immigrants de première génération, fait partie des principaux canaux de circulation de l'information en langue chinoise. Aux États-Unis, une [étude](#) de la Columbia University School of Journalism datant d'avril 2018 avait révélé que WeChat véhiculait essentiellement des messages de désinformation et des théories du complot d'extrême droite. Bien qu'à une échelle moindre que pour les comptes en Chine, l'application [surveille](#) également les conversations entre comptes étrangers et censure tout contenu sensible pour le Parti.

Le « sharp power » à la chinoise

Les missions diplomatiques chinoises représentent une autre source de pression sur la liberté de l'information dans les démocraties. Certains ambassadeurs de Chine n'hésitent pas à monter eux-mêmes au créneau pour dénigrer les journalistes ou exiger un droit de réponse lorsqu'ils estiment – ce qui arrive souvent – qu'un article publié « *heurte les sentiments d'1,4 milliard de Chinois* ». Un comble quand on sait que l'écrasante majorité des internautes de Chine n'ont pas accès aux médias étrangers à cause de la censure.

Dans un article vengeur publié le 25 octobre 2021 sur le site de son ambassade, l'ambassadeur de Chine à Paris, Lu Shaye, déjà tristement célèbre pour ses diatribes contre les médias, s'en prend ainsi au correspondant Asie du *Figaro*, **Sébastien Falletti**, qu'il accuse de « *mensonges et de divagations* ». L'ambassadeur égratigne aussi le correspondant du *Monde* à Pékin, **Frédéric Lemaître**, sous-entendant que les écrits de ce dernier seraient le plus souvent composés d'affabulations, et enjoint sans vergogne la presse française dans son ensemble à « *observer scrupuleusement la déontologie* » et à « *respecter les faits* ».

La diplomatie « des loups combattants »

Les ambassades exercent également des pressions pour faire annuler des événements abordant le contrôle de l'information en Chine. En Allemagne, une conférence autour d'un livre sur Xi Jinping écrit par deux journalistes allemands, **Stefan Aust** et **Adrian Geiges**, et devant se tenir à l'Institut Confucius de l'université de Duisbourg-Essen le 27 octobre 2021, a été annulée après l'intervention directe du consul général de Chine de Düsseldorf. En Italie, l'ambassade de Chine à Rome a tenté de faire annuler une exposition du caricaturiste australien d'origine chinoise **Badiucao** se tenant à Brescia, dans le nord du pays, entre novembre 2021 et février 2022. La ville a décidé de ne pas céder à la pression et de maintenir l'événement.

Depuis les manifestations prodémocratie à Hong Kong de 2019, les diplomates chinois ont investi les réseaux sociaux étrangers, bien que ces derniers soient bannis en Chine : selon une [étude](#) conjointe d'Associated Press et du Digital Forensic Research Lab du think tank américain Atlantic Council, le nombre de comptes de diplomates chinois a plus que triplé sur Twitter et plus que doublé sur Facebook depuis cette période. Cette tendance s'accompagne d'une réponse aux critiques sur un ton plus agressif, voire insultant, caractéristique de l'actuelle politique diplomatique chinoise « des loups combattants », terme inspiré d'un film d'action chinois dans lequel un « Rambo » chinois triomphe de « méchants Occidentaux ».

Campagnes de désinformation

Cette nouvelle utilisation des réseaux sociaux étrangers permet également à la Chine d'accroître ses capacités de désinformation. Alors que Taïwan et, dans une moindre mesure, les territoires où vit une importante population d'origine chinoise, avaient été les principales cibles des opérations de désinformation de Pékin, celles-ci ont pris une ampleur mondiale au moment de la pandémie de Covid-19 en 2020. Une fausse information récurrente a été la théorie selon laquelle le virus de la Covid-19 est en réalité une arme biologique conçue dans le laboratoire de l'armée américaine de Fort Detrick, dans l'État du Maryland, et introduite par celle-ci en Chine pendant les Jeux mondiaux militaires à Wuhan en octobre 2019.

Le 11 mars 2020, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, Zhao Lijian, a posté une série de tweets reprenant la théorie de l'arme biologique américaine et qui, selon la même étude d'Associated Press et du Digital Forensic Research Lab, a été citée près de 100 000 fois dans plus de 54 langues durant les six semaines suivantes. L'utilisation automatique et coordonnée de comptes factices ou détournés, que l'entreprise de cybersécurité Graphika a baptisée « spamouflage », permet d'amplifier la portée de la désinformation chinoise.

Alors que dans certains pays comme en Russie, en Iran ou aux Philippines, les responsables politiques ont pu relayer – volontairement ou non – la désinformation chinoise, d'autres pays ou entités régionales tels que le Japon et l'Union européenne ont explicitement nommé la Chine comme une source de désinformation. En juin 2020, le réseau social Twitter a également annoncé la suppression d'environ 170 000 comptes de Chine après avoir établi leurs liens avec les campagnes de désinformation de Pékin.

Trolls et influenceurs

Les « petits roses », ces trolls nationalistes qui, semble-t-il, s'organisent spontanément et bénévolement pour défendre le régime, opèrent aussi bien en Chine que sur les réseaux sociaux étrangers. En janvier 2016, après l'élection à Taïwan de la présidente Tsai Ing-wen, ils sont à l'origine d'une avalanche de commentaires hargneux et des mêmes – des images ou phrases détournées à but humoristique – virulents sur la page Facebook de la nouvelle présidente élue.

Pour renforcer sa posture de victime, le pouvoir chinois fait également appel à des influenceurs. En Égypte, une vlogueuse chinoise arabophone nommée Faiha Wang, et liée au China Media Group selon le *Global Times*, défend la politique de répression dans le Xinjiang en reprenant, mot pour mot, les éléments de langage du Parti. En 2020, d'autres vlogueurs étrangers, dont les Britanniques Barrie Jones, Jason Lightfoot, Lee et Oli Barrett, ont également commencé à poster sur leur chaîne YouTube des vidéos défendant la politique de la Chine au Xinjiang ou vantant sa « *bonne gestion* » de la crise de la Covid-19. Ces vlogueurs, qui se définissent comme des « amoureux » du pays, accusent les médias occidentaux de « *tenter de déstabiliser la Chine* ».



Le vlogueur britannique pro-Chine Jason Lightfoot dénonce les « foutaises » des médias occidentaux à propos de la répression dans la région du Xinjiang.

© CGTN / Capture d'écran YouTube

GRAND ANGLE

TikTok, interdit en Chine, mais noyauté par Pékin

L'application chinoise de partage de vidéos TikTok, forte d'un milliard d'utilisateurs dans le monde mais interdite en Chine, est soupçonnée de se prêter aux opérations de censure et de surveillance du régime de Pékin.

Lancé en 2017 par l'entreprise chinoise ByteDance, le réseau social TikTok, spécialisé dans le partage de courtes vidéos, a connu un succès fulgurant au niveau mondial, dépassant en septembre 2021 les deux milliards de téléchargements et le milliard d'utilisateurs actifs par mois. L'application, qui cible les 18-25 ans, est accessible dans plus de 150 pays... mais pas en Chine, où le public doit se contenter de sa sœur jumelle Douyin, une plateforme limitée au seul territoire national.

Une enquête publiée le 25 juin 2021 par la chaîne de télévision CNBC a démontré que les données des utilisateurs de TikTok, bien que stockées aux États-Unis et à Singapour, restaient accessibles à la maison mère chinoise, ce que confirment les clauses de confidentialité de l'application. L'entreprise ByteDance étant soumise au droit chinois, elle n'aurait pas d'autre choix que de fournir ces données aux autorités chinoises si celles-ci le demandent, bien qu'elle affirme n'avoir jusque-là jamais reçu une telle requête.

En septembre 2019, l'application a pourtant été accusée d'avoir censuré des discussions en lien avec les manifestations prodémocratie à Hong Kong. Le quotidien britannique *The Guardian* avait aussi révélé l'existence de directives de censure visant les contenus jugés sensibles par le régime de Pékin, tels que la répression de Tian'anmen, l'indépendance du Tibet, le mouvement Falun Gong... Le réseau social avait répondu, sans apporter de preuve, que ces consignes de modération n'étaient plus en vigueur.

En novembre de la même année, TikTok a aussi suspendu le compte de **Feroza Aziz**, une adolescente américaine d'origine afghane qui avait posté un tutoriel de maquillage dans lequel elle dénonçait la répression de la minorité ouïghoure en Chine et enjoignait ses abonnés à s'informer sur le sujet. La plateforme, qui invoquait initialement le non-respect des règles d'utilisation en lien avec le « *terrorisme* », a, sous la pression publique, été contrainte de reconnaître son erreur et de rétablir le compte de la jeune influenceuse.

En 2020, soupçonnant TikTok de présenter des risques pour « la sécurité nationale », l'administration de l'ancien président américain Donald Trump avait donné l'ordre de bannir la plateforme dans le cas où elle ne trouverait pas d'acheteur aux États-Unis. Si le nouveau président, Joe Biden, a depuis révoqué la décision, il a toutefois annoncé la mise en place de mesures d'évaluation des risques de sécurité provenant d'applications étrangères telles que TikTok.



© Olivier Douliery / AFP

Les démocraties s'organisent pour lutter contre la propagande

Dans les pays démocratiques, le cadre institutionnel protège le principe d'indépendance et le pluralisme des médias d'information, qui peuvent en principe diffuser sans contrôle préalable, et l'espace public est ouvert aux médias étrangers. Les pays despotiques, dont la Chine, profitent malheureusement de cette ouverture pour diffuser des contenus qui ne sont journalistiques qu'en apparence.

L'asymétrie entre des pays démocratiques ouverts, à information libre, et des pays fermés, qui contrôlent l'information et exportent leur propagande, affaiblit le journalisme et, plus largement, la fiabilité de l'information, qui suppose sa liberté, son indépendance et son pluralisme. Cette situation donne aux dictatures un avantage concurrentiel sur les démocraties et dessert la cause du journalisme, puisque celui-ci est bloqué, alors que les dictatures peuvent exporter leur propagande et ainsi influencer leurs opinions publiques.

Sanctionner les violations

Pour se protéger, les démocraties tentent de sanctionner les violations des règles de diffusion. En novembre 2020, l'autorité indépendante de régulation des médias à Taïwan, la National Communications Commission (NCC) a ainsi [rejeté la demande de renouvellement](#) de la licence de diffusion de la chaîne de télévision CTi pour manquements à ses obligations concernant le respect de l'éthique journalistique. La chaîne, filiale du conglomérat Want Want dont le propriétaire s'affiche ouvertement comme un soutien de Pékin, avait déjà été mise en demeure en 2014, sans qu'elle change pour autant ses pratiques. En février 2021, le régulateur britannique des médias Office of Communications (Ofcom) a pour sa part révoqué la licence de la chaîne CGTN pour des motifs similaires, mais le groupe poursuit sa diffusion en Europe à partir du satellite français Eutelsat.

Garantir l'égalité de traitement

À la suite de cette affaire, RSF a appelé les démocraties à garantir l'égalité de traitement en imposant des obligations applicables à tous les médias audiovisuels, quels que soient leur pays d'origine et leurs canaux de diffusion afin de garantir l'honnêteté, l'indépendance et le pluralisme de l'information, ainsi que le respect de la dignité de la personne sous peine de sanction pouvant aller jusqu'au refus ou au retrait de l'autorisation de diffusion. Pour que le système soit efficace, les opérateurs satellitaires et numériques devraient bien entendu avoir l'obligation de vérifier que les chaînes qu'ils distribuent respectent ces obligations légales.

RSF a aussi appelé à mettre en place sur le plan international un système de réciprocité basé sur les principes universels de la liberté d'opinion et d'expression qui conditionnerait les modalités de l'accès à l'espace public des pays démocratiques à l'ouverture réciproque de l'espace numérique et du marché des médias, à l'absence de barrières et censure à l'entrée et au respect des standards internationaux de la liberté d'expression et d'information.

GRAND ANGLE



© Safeguard Defenders

Au Royaume-Uni, CGTN perd sa licence pour manquements à l'éthique

En 2021, l'autorité britannique de régulation de l'audiovisuel a retiré la licence de la chaîne d'État chinoise CGTN pour manquements à l'éthique, mais cette dernière diffuse encore sa propagande en Europe et dans le reste du monde.

En février 2021, l'autorité britannique de régulation de l'audiovisuel Office of Communications (Ofcom) a retiré la licence de diffusion du groupe audiovisuel d'État chinois China Global Television Network (CGTN), arguant du fait que ses programmes sont « *sous le contrôle du Parti communiste chinois* ». Plus tard dans l'année, l'Ofcom a aussi sanctionné le groupe à quatre reprises pour des « *violations graves et répétées* » du code de la radiodiffusion, lui infligeant au total un demi-million d'euros d'amende.

L'Ofcom reproche à CGTN un manque « *d'impartialité* » dans sa couverture des manifestations à Hong Kong en 2019, ainsi que la diffusion, entre 2013 et 2019, des [confessions forcées](#) de l'éditeur suédois **Gui Minhui**, de l'ancien journaliste **Peter Humphrey** et de l'employé du consulat britannique de Hong Kong **Simon Cheng**, un traitement qu'il qualifie d'« *injuste* » et portant « *atteinte à la vie privée* ». En guise de rétorsion, [Pékin a interdit le groupe public britannique BBC de diffusion](#) sur le sol chinois, une sanction sans grande conséquence puisqu'en Chine, la présence des médias étrangers est limitée aux hôtels internationaux et aux résidences pour expatriés.

Mais CGTN n'a pas pour autant cessé sa diffusion en Europe, le Conseil supérieur de l'audiovisuel français (CSA) ayant statué que la chaîne pouvait « *être librement diffusée, sans formalité préalable* » en vertu de la Convention européenne pour la télévision transfrontière du Conseil de l'Europe. À la suite de cette annonce, l'autorité de régulation allemande qui, dans un premier temps, avait banni CGTN dans le sillage de la décision britannique, a été contrainte de faire machine arrière.

La bataille juridique contre la propagande chinoise dans les démocraties ne fait pourtant que commencer. Des victimes de confessions forcées pressent le diffuseur satellitaire Eutelsat de cesser de diffuser CGTN et, en avril 2021, ont déposé de nouvelles plaintes auprès du CSA et de son équivalent aux États-Unis, la commission fédérale des communications (FCC). En mai 2021, le groupe de télévision australien SBS a également décidé de suspendre la diffusion de programmes de CGTN en raison de la diffusion passée de confessions forcées.

4

APPELS ET RECOMMANDATIONS DE RSF



- RSF appelle les autorités chinoises à respecter la liberté de la presse garantie par la Constitution de la République populaire de Chine et à libérer tous les journalistes et défenseurs de la liberté de la presse détenus.
- RSF appelle les gouvernements à soumettre les médias chinois diffusant sur leur territoire aux mêmes règles de diffusion que leurs propres médias et à conditionner l'accès à leur espace public à l'ouverture de l'espace numérique et du marché des médias chinois sans barrières ni censure.
- RSF recommande aux journalistes d'éviter de télécharger des applications pouvant permettre aux autorités chinoises de les surveiller et de veiller à ne pas reprendre involontairement des éléments ou termes de propagande chinoise dans leurs reportages.
- RSF recommande aux médias, éditeurs et réseaux sociaux de dénoncer toute ingérence éditoriale ou pression émanant du régime chinois, de refuser la surveillance, la censure et la diffusion de propagande, et de poursuivre leurs enquêtes sur les attaques de Pékin contre la liberté de la presse.

Appel à l'attention des autorités chinoises

- Libérer immédiatement les journalistes professionnels et non professionnels emprisonnés pour avoir exercé le journalisme et cesser les enlèvements, arrestations, détentions, tortures, mauvais traitements, perquisitions et pressions à l'encontre des journalistes et défenseurs de la liberté de la presse, conformément à la Constitution de la République populaire de Chine, qui interdit la « *détention illégale* », garantit la « *dignité personnelle* » et déclare le domicile des citoyens « *inviolable* » (articles 37, 38 et 39).
- Respecter la liberté de la presse et le droit à l'information tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières.
- Ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui garantit, notamment, à son article 19, le droit à la liberté d'opinion et d'expression.
- Assurer l'indépendance des médias privés et publics en application de l'article 35 de la Constitution de la République populaire de Chine, qui garantit expressément le droit des citoyens chinois à « *la liberté de parole (et) de presse* ».
- Mettre un terme aux systèmes de censure de l'internet et de surveillance des journalistes, qui représentent une violation manifeste du droit des citoyens chinois à la liberté et au secret de correspondance, garanti par l'article 40 de la Constitution de la République populaire de Chine.
- Cesser de bloquer et censurer la diffusion de médias étrangers en Chine.
- Ne pas entraver le travail des correspondants étrangers en Chine et fournir les accréditations de manière ouverte et transparente.

Appel à l'attention des gouvernements et des institutions

- Relayer les recommandations susmentionnées auprès des autorités chinoises.
- Exiger des autorités chinoises qu'elles cessent le harcèlement contre les journalistes, médias, éditeurs et chercheurs, qu'ils résident en Chine ou hors de Chine.
- Imposer aux médias chinois diffusant dans des pays tiers la plus totale transparence sur leur propriété, leur structure actionnariale et sur l'identité du bénéficiaire final de leur propriété capitalistique, ainsi que sur leurs sources de financements, dont la publicité.
- Garantir l'égalité de traitement de tous les médias audiovisuels, quel que soit leurs canaux de diffusion et leur pays d'origine : soumettre les médias audiovisuels chinois qui diffusent dans les démocraties (notamment les télévisions par satellite) aux mêmes règles que les médias basés dans ces démocraties, règles relatives notamment aux obligations applicables en matière d'honnêteté, d'indépendance et de pluralisme de l'information et de respect de la dignité des personnes.
- Encourager et soutenir la présence de médias indépendants chinois, en particulier dans les pays à forte diaspora chinoise.
- Développer des programmes d'éducation aux médias permettant aux citoyens de détecter des campagnes de désinformation et de s'informer auprès de médias libres, pluralistes et indépendants.

Recommandations à l'attention des journalistes

- Éviter autant que possible les outils technologiques présentant un risque de censure ou de surveillance de la part des autorités chinoises, soit parce qu'ils sont développés ou opérés par une entreprise soumise à la réglementation chinoise (WeChat, Baidu, TikTok), soit parce que les données de leurs utilisateurs sont stockées dans des serveurs accessibles aux autorités chinoises (iCloud Chine).
- S'il est absolument nécessaire d'utiliser ces outils, se connecter à partir d'un ordinateur ou d'un téléphone dédié, séparé de son environnement de travail ordinaire. Ne pas stocker, même temporairement, de mots de passe ou d'informations risquant de mettre en danger la sécurité du (de la) journaliste ou de ses sources. Ne pas se fier aux promesses de certains opérateurs selon lesquelles les données transitant par leurs serveurs en Chine seraient cryptées ou immédiatement effacées. Pour protéger les sources chinoises, la communication via des messageries cryptées de bout en bout qui ne nécessitent pas le stockage d'un numéro de téléphone est recommandée (par exemple, Threema).
- Surveiller, lors de la publication et de la communication via des plateformes chinoises, les données techniques pour détecter d'éventuelles manipulations; publier le contenu en parallèle sur des plateformes internationales.
- Pour tout reportage en Chine, un VPN approprié doit être installé avant le départ – un VPN d'entreprise par exemple, ou une version payante fiable. Les tunnels VPN peuvent donner accès à des services bloqués et protéger, dans une certaine mesure, la confidentialité des recherches en ligne. Cependant, un VPN ne protège pas le contenu des communications échangées sur les plateformes de services chinois. Une consultation individuelle avec un(e) spécialiste en sécurité numérique est conseillée.
- Prêter attention à la présence et au développement des médias d'origine chinoise dans les pays d'où sont originaires les correspondants étrangers ou les reporters. Observer notamment les activités de publication et d'investissement de ces médias. Signaler à RSF les éventuels changements dans la ligne éditoriale de médias locaux liés à la Chine.
- Signaler à RSF les éventuels abus qu'ils pourraient constater durant leurs reportages et dans les médias de leur pays (pressions, menaces, harcèlement, soupçons d'autocensure ou de corruption) afin que nous puissions, si nécessaire, enquêter sur la question.
- Être attentif à ne pas relayer le narratif chinois en reprenant des termes conçus pour occulter la réalité de certains faits. Par exemple, mentionner la répression dans le Xinjiang plutôt que la « lutte contre le terrorisme » dans le Xinjiang ; le mouvement religieux Falun Gong plutôt que « la secte » Falun Gong ; le massacre de la place Tian'anmen plutôt que « les événements » de la place Tian'anmen...
- Refuser de collaborer avec les médias soumis à la propagande du Parti communiste chinois et garder à l'esprit les éventuelles contreparties qui pourraient être demandées en échange d'une invitation à un échange professionnel en Chine.
- En participant aux conférences de presse ou à d'autres événements organisés par la Chine, les journalistes et les groupes médiatiques doivent être conscients que le régime utilise ces événements comme plateforme de propagande. Se renseigner à l'avance sur le narratif officiel et le contexte général permet aux journalistes d'être sensibilisés aux stratégies de propagande et d'être préparés à d'éventuelles critiques.

Recommandations aux médias, éditeurs et réseaux sociaux

- Tout mettre en œuvre afin de prévenir le risque de pressions extérieures, qu'elles soient politiques ou économiques, et de dénoncer toute ingérence éditoriale dont ils feraient l'objet.
- Refuser toute demande de censure et de surveillance.
- Refuser de diffuser des contenus de propagande.
- Continuer d'enquêter et d'exposer les activités de Pékin concernant la censure, la propagande, l'achat de médias, le harcèlement de journalistes, etc.
- Se conformer aux principes de la Déclaration internationale pour l'information et la démocratie, qui stipule que les plateformes en ligne, en tant qu'entités structurantes de l'espace de l'information et de la communication, répondent aux principes de redevabilité et de responsabilité, de neutralité, de promotion des informations fiables, du pluralisme et de la sérendipité, de transparence à l'inspection et de vigilance.

GRAND ANGLE

« Collateral Freedom », des sites miroirs contre la censure

L'opération [#CollateralFreedom](#) menée par RSF permet de contourner la censure de l'internet grâce à un dispositif de « sites miroirs », consistant à dupliquer les sites censurés et à en héberger des copies sur des serveurs internationaux appartenant à des géants du web.

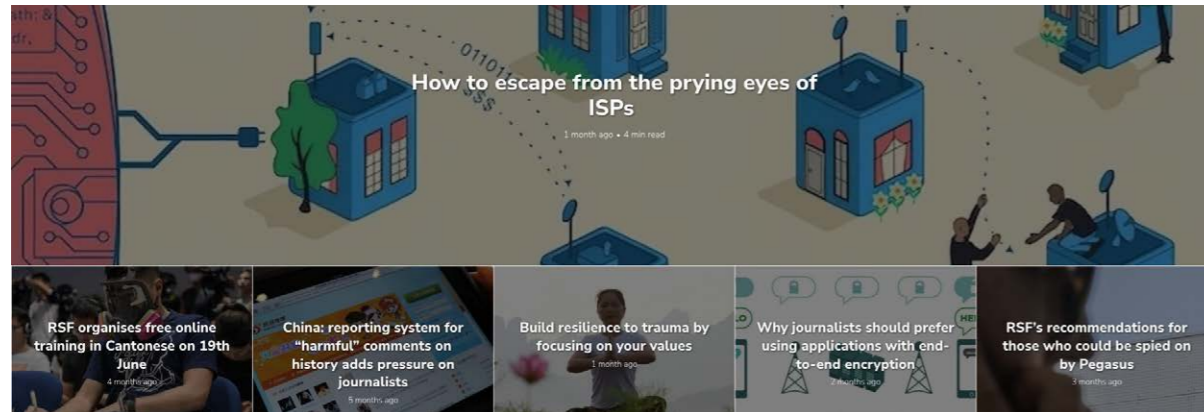
Si un gouvernement tente de censurer ces sites, il doit aussi couper l'accès à l'ensemble des sites et services hébergés par ce serveur géant, ce qui provoquerait un important dommage collatéral pour son économie.

Dans le cas de la Chine, l'opération permet de rendre accessibles les sites suivants : *Tibet Post International*, *Mingjing News*, *China Digital Times*, *Observatoire des droits civiques et sociaux (Minsheng Guancha)* et *Réseau de défense des droits (Weiquanwang)*.



© Reporters sans frontières (RSF)

RSF lance un portail dédié à la sécurité des journalistes



© Reporters sans frontières (RSF)

Reporters sans frontières (RSF) a mis en ligne une plateforme d'information sur la sécurité physique, la sécurité numérique et les bonnes pratiques professionnelles à l'attention des journalistes.

La récente affaire Pegasus a montré à quel point les journalistes et leurs sources sont menacés et doivent se protéger. Pour les aider, RSF a mis en place une plateforme d'information et d'auto-formation à destination des journalistes qui couvrent notamment la pandémie de Covid-19 et qui peuvent avoir des questions d'ordre juridique, de sécurité physique, de cybersécurité, voire de santé mentale. Cette plateforme, qui met en avant les bonnes pratiques professionnelles et l'éthique journalistique, est disponible pour l'instant en anglais et en chinois à l'adresse training.rsf.org.

La plateforme inclut des informations détaillées sur le logiciel espion israélien Pegasus, qui aurait permis d'espionner 50 000 téléphones portables, dont au moins 180 appartenant à des journalistes. Elle permet également de visionner le contenu des sessions de formation organisées par RSF et de consulter une version électronique du Guide pratique de sécurité des journalistes, publié par RSF en coopération avec l'Unesco.

Depuis près d'une décennie, RSF organise des programmes de formation à la sécurité qui ont touché plus de 1 800 journalistes aux quatre coins du monde. En plus de ces formations, RSF opère aussi un service d'assistance d'urgence, qui a pour objectif d'apporter protection et soutien aux médias menacés et aux journalistes harcelés ou détenus.

Le Guide pratique de sécurité pour les journalistes

RSF publie depuis 1998 le *Guide pratique de sécurité pour les journalistes*, un manuel complet pour ceux qui travaillent dans des environnements à haut risque, qui fournit des conseils pratiques pour mieux s'y préparer. Le document, disponible en téléchargement à l'adresse training.rsf.org, comprend notamment des informations sur les thèmes suivants :

- évaluation des risques ;
- médicaments et vaccins ;
- préparation d'un kit de voyage ;
- déplacements dans des zones de combat ou à haut risque ;
- préparation aux attaques, embuscades et autres menaces ;
- bonnes pratiques de sécurité numérique ;
- auto-prise en charge mentale et physique.



Rapport RSF

Le nouvel ordre mondial des médias selon la Chine

Dans un précédent rapport intitulé *Le Nouvel Ordre mondial des médias selon la Chine*, publié en 2019, RSF dénonce les manœuvres entreprises par le régime de Pékin pour exporter sa vision répressive de l'information.

Pour imposer un « nouvel ordre mondial des médias » dans lequel le journalisme est synonyme de propagande d'État, la Chine dépense sans compter dans la modernisation de son audiovisuel extérieur, le rachat de médias étrangers et la « formation » de professionnels des pays en développement. Partout dans le monde, le régime de Pékin recourt à l'intimidation, au harcèlement et à la violence physique à l'encontre des journalistes qui publient des informations ou des commentaires contraires à son récit officiel.

Au travers du projet international de développement des « nouvelles routes de la soie » qu'il a lancé, le régime encourage aussi les gouvernements autoritaires à renforcer le contrôle des médias et de l'internet et leur fournit les moyens techniques et réglementaires nécessaires. Cette expansion, dont il est encore difficile de mesurer l'ampleur, constitue une menace directe pour le journalisme et la démocratie dans le monde.



© Reporters sans frontières (RSF)

Le rapport peut être téléchargé sur le site internet de RSF (en français, anglais, chinois traditionnel et chinois simplifié) ou par ce lien : <https://bit.ly/3BA2H0S>

GLOSSAIRE

L'APPAREIL DE CONTRÔLE DE L'INFORMATION EN CHINE



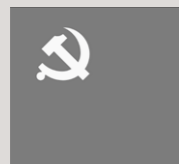
Xi Jinping

Secrétaire général du Parti communiste chinois et président de la Commission militaire centrale depuis novembre 2012, président de la République populaire de Chine depuis mars 2013, Xi Jinping a fait modifier la constitution chinoise pour y incorporer des éléments de sa « pensée » et se donner la possibilité de diriger le pays à vie.



Carrie Lam

Carrie Lam, qui exerce la fonction de cheffe de l'exécutif hongkongais depuis juillet 2017, n'a eu de cesse de défendre les politiques liberticides du régime chinois au nom du « patriotisme ». Lors des manifestations prodémocratie de 2019, elle a délibérément ignoré les violences policières contre la presse. Sous son mandat, au moins 12 journalistes et défenseurs de la liberté de la presse ont été poursuivis pour crimes contre l'État, dont dix restent détenus à ce jour.



Le département de la Propagande

Parfois traduit en « département de la Publicité », cet organe du Parti communiste chinois met en œuvre les lignes directrices décidées par le Groupe de direction de la propagande et de l'idéologie du Comité central. Depuis 2018, il exerce une autorité directe sur les activités de presse et de publication du pays.



Le Bureau d'information du Conseil des affaires de l'État

Sous le contrôle du département de la Propagande du Parti, ce bureau élabore le « récit positif » officiel sur lequel doivent s'aligner les médias et rédige les argumentaires pour « réfuter » les informations publiées par les médias étrangers lorsqu'elles contredisent la propagande officielle.



Le Département du travail du Front Uni

Cette branche très opaque du Parti communiste chinois a, entre autres fonctions, la haute main sur les transferts financiers à destination des médias étrangers, dont ceux en langue chinoise, qu'il s'agisse de prises de participation ou d'achats de publicité.



L'Administration chinoise du cyberspace (CAC)

Créée en 2014, cette administration met en œuvre les politiques liées à l'internet formulées par la Commission centrale des affaires du cyberspace, dirigée par Xi Jinping lui-même. La CAC supervise entre autres les mesures de censure, de surveillance et de propagande sur internet.



L'agence Chine nouvelle (Xinhua)

L'agence de presse étatique compte plus de 10 000 employés placés sous le contrôle étroit du Parti. Elle publie en dix langues (chinois, japonais, coréen, arabe, russe, anglais, allemand, français, espagnol, portugais) avec 162 bureaux dans le monde, dont des centres régionaux à Hong Kong, Le Caire, Nairobi, New York, Mexico et Bruxelles.



China Media Group (CMG)

Lancée en mars 2018, cette structure internationale, également connue sous le nom de Voice of China (La Voix de la Chine), doit combiner les capacités de production et de promotion de l'ensemble de l'appareil audiovisuel d'État chinois afin d'améliorer l'efficacité globale de la propagande.



China Global Television Network (CGTN)

Anciennement connu sous les noms de CCTV-9 et CCTV News, le groupe télévisuel produit des bulletins et magazines d'information en cinq langues (chinois, anglais, arabe, français et russe) diffusés dans 160 pays. CGTN compte plus de 10 000 employés répartis dans 70 bureaux et trois centres de production à Londres, Washington et Nairobi.



China Radio International (CRI)

Le groupe China Radio international (CRI), fondé en 1941, tire sa force d'une coopération avec le réseau national chinois (China National Radio), avec lequel il partage ses ressources. CRI diffuse en 44 langues depuis plus de 70 stations à l'étranger grâce au réseau China International Broadcasting Network (CIBN).



China Daily

Fondé en 1981 et exclusivement publié en anglais, le quotidien *China Daily* revendique un tirage quotidien de 900 000 exemplaires et un lectorat combiné de 150 millions de personnes. Son supplément publi-rédactionnel China Watch est inséré en encart dans des quotidiens prestigieux du monde entier, avec une circulation estimée à quatre millions d'exemplaires.



Le Quotidien du Peuple

Fondé en 1948, le *Quotidien du peuple* est l'organe de propagande officiel du Parti communiste chinois et ses éditoriaux sont souvent rédigés par le département central de la Propagande. Ce média revendique un tirage de 3 millions d'exemplaires par jour et son site internet se décline en 16 langues étrangères et minoritaires ethniques.



Global Times

Le tabloïd hyper nationaliste a été créé en 1993 par le *Quotidien du peuple* pour commenter l'actualité internationale. Son édition en langue chinoise atteint le million d'exemplaires et sa version anglaise, lancée en 2009, est tirée à 100 000 copies. Son site internet, qui se décline en dix langues, revendique 15 millions de visiteurs par jour.



China International Publishing Group

Fondé en 1949, le groupe d'édition international chinois est la plus grande maison d'édition d'ouvrages en langues étrangères du pays. Il publie dans plus de dix langues et compte 20 bureaux à l'étranger. La *Beijing Review (Revue de Pékin)*, lancé en 1958, est le seul magazine national d'information en anglais.



Les grands médias hongkongais

Certains médias sinophones hongkongais tels *Ta Kung Pao*, *Wen Wei Po* ou Phoenix TV, contrôlés en partie ou en totalité par Pékin, jouent un rôle important dans la diffusion de la propagande chinoise dans les communautés d'outre-mer. Le quotidien anglophone *South China Morning Post (SCMP)* a été racheté en 2016 par le groupe chinois Alibaba, une opération dans laquelle beaucoup voient la main de Pékin.



Les médias de la diaspora chinoise

Pékin a pris le contrôle de la majorité des grands médias de la diaspora chinoise. Des titres comme *Chinese Herald* en Nouvelle-Zélande et *Pacific Times* en Australie, qui autrefois étaient indépendants et critiques du régime de Pékin, relaient désormais sa propagande. La Chine a aussi développé ses propres médias, comme *Qiaobao (China Press)* aux États-Unis, pour mieux diffuser ses idées dans la diaspora.



Les ambassades de Chine

Les postes diplomatiques chinois sont réputés pour leur propension à tenter d'intimider les journalistes et les chercheurs dont les travaux leur déplaisent. Les ambassadeurs eux-mêmes n'hésitent pas à monter au créneau pour corriger les « interprétations incorrectes » du récit chinois et harceler leurs auteurs, y compris sur les réseaux sociaux étrangers.



Les instituts Confucius

Lancé en 2004 avec des financements croisés des ministères de la Culture, de l'Éducation et du département de la Propagande du Parti, le réseau Confucius a pour mission de diffuser la langue et la culture chinoise, et compte plus de 500 instituts dans 154 pays. Face aux pressions que ces instituts exercent pour imposer le narratif officiel de la Chine, un nombre croissant d'universités sont contraintes de mettre fin à leur partenariat.



« L'armée des cinquante centimes »

Ces commentateurs en ligne, initialement rémunérés au nombre de publications effectuées, d'où leur nom, sont chargés de relayer la propagande du régime en faisant croire qu'ils représentent l'opinion de citoyens chinois ordinaires.



Les « petits roses »

Ces trolls nationalistes, qui opèrent sur les réseaux sociaux chinois et étrangers, s'attaquent de leur propre chef et de manière virulente à toute idée ou personne critiquant la Chine. Ce réseau tire son nom de la croyance, semble-t-il erronée, qu'il serait essentiellement composé de jeunes femmes.



La messagerie WeChat

Créée en 2011 par Tencent, un géant high-tech chinois, cette application de messagerie est le premier réseau social chinois, avec plus d'un milliard d'utilisateurs réguliers à travers le monde. Les données qu'elle collecte, non cryptées et gérées par des serveurs en Chine, en font un redoutable outil de censure, d'influence et de surveillance pour le régime de Pékin.



Le site de microblogging Sina Weibo

Lancé en 2009, ce « Twitter chinois » est le second réseau social en Chine, avec plus de 550 millions d'utilisateurs actifs. L'entreprise emploie des censeurs pour signaler et bloquer les contenus et les mots-clés pouvant être considérés comme « néfastes » par le Parti.



Le moteur de recherche Baidu

Créé en 1999, Baidu domine le marché chinois et se trouve en deuxième position mondiale derrière Google, avec une gamme de services similaires, dont un clone de l'encyclopédie en ligne Wikipedia. Connu pour sa collaboration avec la censure et la propagande d'État, il tente depuis une décennie de se développer à l'international, avec peu de résultats.



Le groupe de télécommunications Huawei

Créé en 1987 par un ancien officier militaire chinois, le leader mondial des services de télécommunications participe, comme d'autres entreprises tech chinoises, au perfectionnement des capacités de censure et de surveillance en Chine et assiste les régimes autoritaires dans le déploiement de ces technologies.



La Conférence mondiale de l'internet

Lancée en 2014 dans la ville de Wuzhen dans la province du Zhejiang (à l'est du pays), cet événement annuel invite la communauté internationale à « construire la communauté future du cyberspace ». En y promouvant le concept de « cybersouveraineté », la Chine utilise en réalité cet événement pour exporter ses pratiques de censure et de surveillance.



Le Sommet mondial des médias (SMM)

Ce sommet, lancé par la Chine en 2009, invite les médias du monde entier à se réunir pour « relever les défis du XXI^e siècle ». Une occasion pour le régime chinois de dénoncer l'hégémonie des médias occidentaux et d'appeler à un « rééquilibrage » en sa faveur.



Le Forum des médias pour les Brics (FMB)

Lancé en 2016, ce forum est un rassemblement annuel de représentants des médias des pays des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Ce sommet offre une très bonne opportunité pour les autorités chinoises d'influencer les réglementations et les pratiques des médias de ces cinq pays émergents.



Couverture illustrée par Badiucao

La couverture de ce rapport est illustrée par l'artiste chinois [Badiucao](#), dont l'œuvre aborde sans détour les questions politiques et sociales chinoises et défie la censure imposée par le régime. Badiucao a travaillé sur divers projets avec les médias BBC, CNN, *China Digital Times* et l'ONG Freedom House. Son travail a été exposé en Australie, en Italie et aux États-Unis. En 2018, son exposition à Hong Kong a été annulée à la dernière minute à la suite de menaces de Pékin. En 2021, son travail a été exposé à Brescia (Italie) en dépit des pressions de l'Ambassade de Chine à l'encontre du conseil municipal de la ville.



REPORTERS SANS FRONTIÈRES (RSF) œuvre pour la liberté, l'indépendance, et le pluralisme du journalisme partout sur la planète. Dotée d'un statut consultatif à l'ONU et à l'Unesco, l'organisation basée à Paris dispose de 14 bureaux dans le monde et de correspondants dans 130 pays.

Secrétaire général : **Christophe Deloire**

Rédactrice en chef : **Catherine Monnet**

Auteurs : **bureau Asie de l'est de RSF / Cédric Alviani**

Coordination : **Aleksandra Bielakowska**

Secrétaire de rédaction : **Carole Coen**

Image de couverture : [Badiuca](#)

Mise en page : [Modular Agency](#)

SECRÉTARIAT INTERNATIONAL - CS 90247 - 75083 PARIS CEDEX 02

TÉL. +33 1 44 83 84 84

WWW.RSF.ORG